



2012 UICN RAPPORT ANNUEL

NATURE+
VERS DES SOLUTIONS BASÉES
SUR LA NATURE





L'UICN, Union internationale pour la conservation de la nature, aide la planète à trouver des solutions pragmatiques aux problèmes les plus urgents de l'environnement et du développement.

Valoriser et conserver la nature, assurer une gouvernance efficace et équitable de son utilisation, et développer des solutions basées sur la nature pour relever les défis mondiaux du climat, de l'alimentation et du développement, tels sont les domaines dans lesquels s'exercent les activités de l'UICN. L'Union soutient la recherche scientifique, gère des projets dans le monde entier et réunit les gouvernements, les ONG, l'ONU et les entreprises en vue de générer des politiques, des lois et de bonnes pratiques.

L'UICN est la plus ancienne et la plus grande organisation mondiale de l'environnement. Elle compte plus de 1200 Membres, gouvernements et ONG, et près de 11 000 experts bénévoles dans quelque 160 pays. Pour mener à bien ses activités, l'UICN dispose d'un personnel composé de plus de 1000 employés répartis dans 45 bureaux et bénéficie du soutien de centaines de partenaires dans les secteurs public, privé et ONG, dans le monde entier.

NOTRE VISION

Un monde juste qui valorise et conserve la nature

NOTRE MISSION

Influer sur les sociétés du monde entier, les encourager et les aider pour qu'elles conservent l'intégrité et la diversité de la nature et veillent à ce que toute utilisation des ressources naturelles soit équitable et écologiquement durable

TABLE DES MATIÈRES

02 - 03

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'UICN
ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

04 - 05

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

06 - 07

L'ANNÉE EN CHIFFRES

8 - 13

NOTRE UNION

14 - 17

NOS PARTENAIRES

18 - 26

NOTRE TRAVAIL

- 18 CONSERVER LA BIODIVERSITÉ
- 20 CHANGER LES PRÉVISIONS CLIMATIQUES
- 21 DES ÉNERGIES NATURELLES POUR DEMAIN
- 23 GÉRER LES ÉCOSYSTÈMES DANS L'OPTIQUE DU BIEN-ÊTRE HUMAIN
- 25 UNE ÉCONOMIE MONDIALE PLUS VERTE

27 - 28

NOTRE RESPONSABILITÉ

29 - 32

NOS FINANCES

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE L'UICN ET DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

Nature+: regarder en arrière, regarder vers l'avant

2012 a tenu sa promesse d'être l'une des années les plus chargées pour la communauté mondiale de l'environnement. Depuis la naissance de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) jusqu'à la Conférence de Rio+20 en passant par les réunions des Nations Unies sur le climat et la biodiversité et le Congrès mondial de la nature de l'UICN, il ne fait aucun doute que notre Union a été très occupée cette année.

Tous ces événements politiques majeurs mettaient l'accent sur l'intensification des efforts mondiaux vers un développement durable, en nous incitant à respecter les limites de notre planète. Et l'UICN a utilisé sa voix et son influence pour défendre ce en quoi elle croit: ce n'est qu'en investissant dans la nature que nous pourrions créer un futur durable pour tout le monde.

La durabilité fait bien sûr partie de l'ADN de l'UICN. L'UICN a été la première à parier sur le concept de «développement durable», dans sa Stratégie mondiale sur la conservation publiée avec le WWF et le PNUE en 1980. Depuis lors, elle n'a eu de cesse de travailler à en faire une réalité.

Pour beaucoup, le temps fort de l'année 2012 a été notre rassemblement sur l'île de Jeju, en République de Corée, à l'occasion du Congrès mondial de la nature. Organisé autour du slogan Nature+, le Congrès a réellement placé la nature sur le devant de la scène.

Tous les quatre ans, nous sommes toujours étonnés, voire intimidés, de voir les personnes et les idées du monde entier converger en un seul endroit. Pendant plusieurs jours, des milliers d'acteurs ont tiré les enseignements de ces quatre dernières années, évalué ce qui fonctionnait et ce qui ne fonctionnait pas, et tracé la voie pour les quatre

prochaines années. Et que cet extraordinaire rassemblement mondial ait lieu sur la base du travail et des responsabilités quotidiennes actuelles de l'UICN est d'autant plus remarquable.

Et cela fonctionne. La fusion des concepts et des valeurs, du lieu et des communautés reflète à quel point l'UICN fonctionne toute l'année, et pas seulement une semaine par an lorsque notre travail, la nature et nous-mêmes sommes placés sous les projecteurs, à la vue du monde entier.

Nous aimerions exprimer nos plus sincères remerciements au Conseil de l'UICN 2008-2012 et à Ashok Khosla, Président de l'UICN, dont la direction, l'intégrité et l'engagement personnel envers l'Union ont été exemplaires.

C'est en effet M. Khosla qui nous a constamment rappelé l'importance du «juste», dans la Vision de l'UICN «d'un monde juste qui valorise et conserve la nature». Il a décidé de ne pas se représenter une deuxième fois, afin de pouvoir se consacrer entièrement à Development Alternatives, l'ONG qu'il a créée en Inde, son pays natal, et qui est Membre de l'UICN.

Si Nature+ est notre principal message pour les quatre prochaines années, alors le Programme de l'UICN est effectivement la stratégie et la feuille de route qui permettront de le réaliser.

Avec l'adoption par nos Membres lors du Congrès mondial de la nature du nouveau Programme 2013-2016 de l'UICN, nous avons mis sur la table une autre idée qui pourrait avoir une portée tout aussi fondamentale et changer les règles du jeu.

Il s'agit des solutions fondées sur la nature.



L'UICN a été la première à lancer ce concept, tout d'abord dans le contexte des négociations climatiques puis elle l'a de plus en plus présenté comme notre réponse globale aux défis les plus importants du 21^e siècle – changements climatiques, alimentation, sécurité alimentaire, et développement économique et social entre autres. Toutes ces questions dépendent de la santé des écosystèmes de la Terre. Et la nature peut avoir une contribution positive.

Au cours des quatre prochaines années, nous démontrerons dans quelle mesure des écosystèmes restaurés et bien gérés contribuent, de façon financièrement intéressante, à lutter contre les changements climatiques et la pauvreté, à garantir l'alimentation et la sécurité énergétique, et à renforcer la résilience contre les catastrophes naturelles.

En mettant en place ces solutions fondées sur la nature, nous cherchons à faire une vraie différence dans les vies des populations du monde entier – depuis les régions côtières d'Asie jusqu'aux petites îles du Pacifique, des forêts

tropicales de Mésomérique jusqu'aux montagnes d'Amérique du sud, des zones densément peuplées d'Europe et d'Amérique du Nord jusqu'aux zones arides d'Afrique et d'Asie occidentale.

Avec une Union aussi multi-facettes que la nôtre, nous apprivoiserons tous ce concept de différentes façons – en travaillant sur les projets de l'UICN dans toutes les régions du monde, en soutenant les gouvernements pour négocier et mettre en œuvre des accords environnementaux, ou en travaillant comme volontaire dans nos Commissions pour apporter au monde entier les meilleures et les plus récentes connaissances sur la conservation et la gestion des ressources naturelles.

Nous espérons que vous avez eu l'occasion de découvrir un peu plus l'UICN en 2012, et vous remercions tous – Membres de l'UICN, membres de Commissions, partenaires et collaborateurs – car c'est grâce à vous que cette année a été, d'un point de vue environnemental, véritablement mémorable.

Président de l'UICN Zhang Xinsheng

Directrice générale Julia Marton-Lefèvre

TEMPS FORTS

DE L'ANNÉE

Un plan de cinq ans pour les baleines

09 janvier – L'UICN, plusieurs experts sur les baleines et l'entreprise Sakhalin Energy Investment ont accru leur collaboration pour protéger la population menacée de baleines grises occidentales (*Esrichtius robustus*). Par le biais de cet effort conjoint, un mécanisme crédible a été créé au cours des cinq dernières années afin de réduire les impacts de l'exploitation gazière et pétrolière aux alentours de l'île de Sakhalin, en Russie du nord-est.

Des solutions locales pour affronter les problématiques environnementales en Amérique latine

21 février – L'Université de Cordoba, avec le soutien du Comité national de l'UICN pour l'Espagne et d'autres acteurs, mène des recherches par le biais du projet COMET-LA (Gestion communautaire des problématiques environnementales en Amérique latine). Le projet vise à identifier et analyser les solutions locales mises en place pour empêcher et mettre fin aux tensions nées de l'utilisation des ressources naturelles, y compris les services écosystémiques, du fait des changements environnementaux et climatiques.

Un régime équilibré pour la pêche

01 mars – Une étude de l'UICN publiée dans la revue *Science* propose de repenser la gestion de la pêche de façon à améliorer la sécurité alimentaire et réduire les effets négatifs de la pêche sur l'environnement. Cette nouvelle approche, appelée «prélèvement équilibré», cible toutes les composantes comestibles du milieu marin, proportionnellement à leur productivité.

La nature a besoin d'être protégée

21 mars – L'UICN a participé à une nouvelle étude de BirdLife International, selon laquelle seulement la moitié des sites les plus importants pour la vie sauvage apparaissent entièrement protégés. Bien que les gouvernements du monde entier se soient engagés à accroître l'étendue des aires protégées d'ici à 2020, ces résultats soulignent le besoin urgent d'améliorer le ciblage des aires protégées (nouvelles et agrandies) afin de protéger la vie sauvage de la planète.

Evaluation des menaces pesant sur le lac Turkana, classé site du Patrimoine mondial

22 mars – Une mission de suivi réactive de l'UNESCO a rencontré les principales parties prenantes afin de discuter

des menaces qui pèsent sur le Parc national du lac Turkana, situé au nord du Kenya et classé site du Patrimoine mondial depuis 1997. La construction d'un barrage hydroélectrique en Ethiopie pourrait menacer sérieusement l'écosystème et la biodiversité du lac Turkana, et les moyens d'existence des populations qui en dépendent pour vivre.

Exploiter l'énergie des femmes

19 avril – Lors du Sommet de haut niveau de l'Union européenne intitulé une Energie durable pour tous, la Directrice générale de l'UICN, Julia Marton-Lefèvre, a présidé un groupe sur «Une approche fondée sur les droits et le genre pour favoriser l'accès à l'énergie et la gouvernance». Elle a appelé à accroître les opportunités éducatives et professionnelles pour les femmes dans le secteur énergétique.

Naissance de l'IPBES

24 avril – La contribution de l'UICN au processus de négociation culmine avec la phase finale de la création de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). L'Union se déclare prête et désireuse de partager avec cette nouvelle Plateforme sa vaste expérience dans le domaine de la science, des connaissances et des outils politiques relatifs à la biodiversité et aux services écosystémiques.

Faire renaître la magnificence de la nature en Indonésie

14 mai – L'UICN aide les communautés locales à restaurer et gérer durablement leurs ressources côtières dans la baie de Tomini, ce qui permettra d'améliorer les moyens d'existence d'au moins 100 000 personnes. Depuis 2007, date à laquelle l'UICN a facilité un accord signé par les parties prenantes de la province, 101 hectares de mangrove ont été restaurés grâce au financement de projet, et 200 ha grâce au soutien financier du gouvernement.

Plantez un arbre, pour le défi de Bonn

11 juin – En préparation de la Conférence Rio+20 sur le développement durable, l'ambassadrice de la campagne Bianca Jagger, l'UICN et Airbus ont lancé «Plantez une promesse», une campagne en ligne destinée à mobiliser le soutien du public en faveur de la plus grande initiative

de reboisement de l'histoire. La campagne appelle les gouvernements, les propriétaires terriens privés et les communautés du monde entier à Planter une promesse en s'engageant à mettre à disposition des zones à restaurer afin d'atteindre les objectifs du Défi de Bonn – la restauration de 150 millions d'hectares de terres forestières dégradées d'ici à 2020.

La santé de la biodiversité

19 juin – La dernière actualisation de la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™, publiée en marge de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de Rio de Janeiro, révèle que sur les 63 837 espèces évaluées, 19 817 sont menacées d'extinction dont 41% d'amphibiens, 33% de massifs coralliens, 25% de mammifères, 13% d'oiseaux et 30% de conifères.

Un vote de confiance à la COP11 de Ramsar

15 juillet – L'UICN est de nouveau désignée pour héberger le Secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides, continuant ainsi sa collaboration de 40 ans avec la Convention. L'UICN a accueilli favorablement les conclusions de la Conférence, confiante que les décisions prises renforceront davantage la mission de la Convention – préserver et encourager un usage raisonnable des zones humides.

Semaine mondiale de l'eau

23 août – L'UICN évalue les réponses et solutions possibles à la problématique grandissante de l'eau, de l'énergie et de la sécurité alimentaire, lors de la Semaine mondiale de l'eau organisée à Stockholm. La conférence offre à l'UICN la possibilité d'encourager le rôle des infrastructures naturelles, essentielles pour comprendre les interdépendances entre l'eau, l'énergie et la sécurité alimentaire.

Le temps presse pour les coraux des Caraïbes

7 septembre – Le temps presse pour les coraux des récifs des Caraïbes. Selon un nouveau rapport de l'UICN, la superficie de coraux vivants situés dans les récifs caribéens a décliné en moyenne, à 8% du récif actuel comparé à 50% dans les années 1970. Des mesures urgentes doivent être prises pour limiter la pollution et réguler les pratiques de pêche agressives qui menacent l'existence des écosystèmes de récifs coralliens des Caraïbes.

Extinction des espèces d'eau douce: une double perte

10 septembre – La nouvelle publication de l'UICN réalisée au niveau des espèces collecte et intègre des informations sur la valeur socio-économique des espèces d'eau douce, et les menaces qui pèsent sur ces espèces en Afrique du Nord. Cette étude fait le lien entre les données de la Liste rouge de l'UICN sur le risque d'extinction pour 877 espèces dans toute l'Afrique du Nord et les informations sur la valeur socio-économique de ces espèces d'eau

douce, et évalue les niveaux de dépendance par rapport aux services des zones humides.

Un logiciel pour les espèces

11 septembre – L'UICN et Microsoft ont annoncé un nouveau partenariat pour renforcer davantage la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™. Une nouvelle application logicielle, premier fruit de ce partenariat, permettra aux utilisateurs d'interroger et de cartographier les informations de la Liste rouge de l'UICN, permettant ainsi à l'UICN de saisir une information spatiale sur les menaces qui pèsent sur des espèces précises. Par cette collaboration, Microsoft devient la première entreprise à faire partie du Partenariat de la Liste rouge de l'UICN.

Soyez SMART

12 septembre – Soutenu par Sauvons nOs espèceS-SOS, l'outil de suivi et notification spatiale (SMART) a été rendu public lors du Congrès mondial de la nature de l'UICN. SMART est un outil high-tech créé pour aider les parcs et les gardes forestiers à combattre des braconniers de plus en plus sophistiqués et qui déciment les populations d'animaux sauvages dans le monde.

La nature a besoin de plus

20 octobre – L'UICN affirme que les efforts pour conserver la nature doivent s'accroître de façon urgente si la communauté internationale veut respecter son objectif – sauver toute la vie sur Terre d'ici à 2020. Lors d'une réunion de la Convention sur la diversité biologique organisée à Hyderabad, l'UICN a rejoint le consensus général selon lequel malgré des résultats encourageants pour arrêter la perte de la biodiversité, il est nécessaire d'avoir plus de fonds, et de mieux gérer ceux-ci pour atteindre les Objectifs d'Aichi pour la diversité biologique.

Changer les modes

27 novembre – Une nouvelle étude réalisée par l'UICN, TRAFFIC et le Centre sur le commerce international (ITC) révèle que près d'un demi-million de peaux de pythons, pour une valeur d'1 milliard de dollars US, est exporté chaque année depuis l'Asie du sud-est, à destination notamment de l'industrie européenne de la mode et du cuir. L'étude soulève les questions de la légalité de certains aspects du commerce, du bien-être des animaux et de l'impact du commerce sur la conservation des populations de pythons.

De l'eau pour les victimes des tremblements de terre

15 décembre – L'UICN soutient les victimes du tremblement de terre du 7 novembre au Guatemala et participe aux efforts de secours, par le biais de la Commission sur l'eau et l'assainissement du Centre d'opérations d'urgence de San Marcos. La commission est chargée de coordonner les réponses afin de garantir la quantité, la qualité et la continuité de l'eau fournie à la population.

L'ANNÉE

EN CHIFFRES

1258 Membres de l'UICN,
59 de plus qu'en 2011

52,2 millions d'euros – somme récoltée par l'UICN à l'encontre d'une subvention hollandaise
de **16 millions d'euros** faite à la Stratégie pour les paysages et les moyens d'existence

70% de la biodiversité
est située dans ses

150 espèces soutenues grâce au fonds
SOS – Sauvons nOs espèceS

13 Patrons de la Nature et Ambassadeurs
de bonne volonté de l'UICN

5 milliards de
l'aide pour la

50 million d'hectares de promesses de reboisement de terres forestières, dans
le cadre de l'objectif du Défi de Bonn (**150 millions** d'hectares d'ici à 2020)

La population d'iguanes bleus:
750 aujourd'hui par rapport à 25 il y a 10 ans

36 articles publiés dans des revues scientifiques
professionnelles par des collaborateurs et des experts
volontaires de l'UICN en 2012, un nombre en augmentation
régulière au cours des **30 dernières années**

L'UICN aux côtés de **90** gouvernements pour la création
de l'IPBES – Plateforme intergouvernementale scientifique et
politique sur la biodiversité et les services écosystémiques

1,065 millions de km²
protégés grâce au nouveau
Parc marin des îles Cook

Les aires protégées représentent **12,7%** de
la superficie terrestre mondiale et **1,6%** de la superficie
mondiale des océans, en augmentation par rapport à
2002 (**11,5%** et **0,5%** respectivement)

152 publications de l'UICN

65 521 espèces sur la Liste rouge de l'UICN
des espèces menacées™

dans l'Union européenne
territoires ultramarins

1 sur 2 des sites les plus importants pour la
biodiversité mondiale sont toujours non protégés

dollars US annuels dans protection de la biodiversité

84 milliards de dollars US – valeur estimée de la restauration de
150 millions d'hectares, en termes de sécurité alimentaire, emplois
et autres avantages directs, par année nette de coûts

1 milliard de dollars US – valeur du commerce annuel de peaux de pythons

217 sites sur la liste du Patrimoine mondial naturel de l'humanité, qui protège plus
de **250 millions** d'hectares de terres et de mers dans plus de **90** pays

15 000 personnes formées par l'UICN sur les questions de genre et de climat, dans **8** pays

NOTRE UNION

L'UICN tire son autorité et sa crédibilité scientifique de la force combinée de **son triple axe** – près de 1300 Membres, 11 000 experts répartis dans six Commissions bénévoles, et 1000 collaborateurs au Secrétariat – qui définissent les politiques et les projets dans 170 pays. En 2012, cette association unique s'est renforcée.

.....

«Les États-Unis partagent l'engagement de l'UICN envers la conservation des ressources naturelles dans le monde. Nous reconnaissons l'importance de l'UICN comme partenaire essentiel pour renforcer les politiques de conservation fondées sur les recherches scientifiques, rassembler les leaders, et promouvoir la conservation dans le monde.»

– *Christine Dawson*,
ministère des Affaires étrangères des États-Unis, Bureau
des océans et des questions internationales environnemen-
tales et scientifiques, État Membre de l'UICN

.....

En 2012, notre Union a accueilli **86** nouveaux **Membres** – dont les États du Bhoutan, la Guinée, l'Irak, le Nigéria et Vanuatu – ce qui porte à **1258** le nombre de ses Membres. Le Conseil de l'UICN a reconnu le **Comité national des membres de l'UICN du Brésil**, le dernier des 57 Comités nationaux qui aide à coordonner tous les aspects du travail de l'UICN, et a notamment participé à l'organisation réussie du **Congrès mondial de la nature**.

Le Congrès 2012 représente l'apogée du travail, des réalisations, des résultats et des activités de l'UICN – programmes, réseaux, régions, et projets sur le terrain. Le **Conseil** 2008-2012 a orienté l'adoption du Programme et du Plan financier pour 2013-2016, notamment un nouveau Modèle économique et un Plan opérationnel. Il a présenté 17 motions destinées à combler les lacunes politiques, a proposé un ensemble de réformes statutaires – clarification des critères d'adhésion; révision du nombre et de la distribution géographique des postes élus, afin de mieux refléter la répartition actuelle des Membres; approbation de la Charte Un seul Programme – et a approuvé une Stratégie d'engagement avec le secteur privé.

Les **résolutions** restent au cœur du système de gouvernance de l'UICN, et sont l'outil par lequel les Membres influencent les orientations futures et cherchent à obtenir un soutien international. Mais quel est leur impact global en termes de conservation? L'UICN s'est penchée sur la question en publiant un *Examen de l'impact des Résolutions de l'UICN sur les efforts internationaux en matière de conservation*. Nous avons ainsi mis en lumière la façon dont les résolutions offrent un soutien constant aux populations autochtones, à la parité hommes/femmes et au rôle de la conservation dans la reconnaissance des droits humains. Particulièrement axées sur les espèces menacées et les zones protégées, les résolutions ont permis de concevoir des approches efficaces qui sont ensuite devenues des normes internationales. Enfin, les résolutions ont révélé les liens inextricables reliant les populations à la nature, et ont permis de faire naître les plus importants traités en matière de l'environnement.

.....

«CANPE Mauritania est fier d'être membre de l'UICN depuis 14 ans. Nous sommes parvenus à des réalisations tangibles pour préserver notre biodiversité, grâce à l'unité de cette grande famille composée d'un Secrétariat dynamique, de Membres engagés et de partenaires multiples.»

– *Jemila Sid'Ahmed Taya*,
Présidente, Club des amis de la nature et de
la protection de l'environnement (CANPE)
– Mauritanie, Membre de l'UICN

.....

Nos **plateformes Internet** ont redessiné le processus et accru l'efficacité du Congrès 2012. Un «Blog des Motions» aidait les Membres à rédiger et débattre des projets de résolutions. Le système d'accréditation se fait maintenant en ligne. Des Forums en ligne permettaient aux organisateurs d'événements et aux participants de créer des espaces interactifs. Un nouveau portail interactif donnait aux Membres l'accès aux actualités et informations essentielles, et leur permettait d'y contribuer. Enfin, le site Internet du Congrès de l'UICN présentait des informations détaillées sur les 50 candidats au Conseil de l'UICN – permettant ainsi aux Membres de faire des choix éclairés, judicieux et



Aperçu des Membres de l'UICN (2012)

Membres par catégorie						
Région statutaire	États membres	Organismes gouvernementaux	ONG internationales	ONG nationales	Organisations affiliées	Total
Afrique	30	21	9	154	2	216
Méso-Amérique et Amérique du Sud	7	4	6	159	5	181
Amérique du Nord et Caraïbes	2	13	31	84	7	137
Asie du Sud et Est	13	26	5	178	4	226
Asie Occidentale	6	8	0	38	0	52
Océanie	8	12	2	24	0	46
Europe de l'Est, Asie du Nord et Centrale	4	12	3	54	2	75
Europe Occidentale	21	28	50	204	22	325
Total	91	124	106	895	42	1258

Comités des Membres de l'UICN reconnus officiellement par le Conseil (2012)

Région statutaire	Afrique	Méso-Amérique et Amérique du Sud	Amérique du Nord et Caraïbes	Asie du Sud et Est	Asie Occidentale	Océanie	Europe de l'Est, Asie du Nord et Centrale	Europe Occidentale	Total
National	13	15	2	8	3	2	3	11	57
Régional	2	2	1	1	1	0	0	0	7



démocratiques. La pleine utilisation de ces innovations prendra du temps, cependant il ne fait aucun doute que de nouvelles fondations ont été posées pour une Union véritablement démocratique.

Approuvée par le Conseil en 2011, la **Charte Un seul Programme** appelle le Secrétariat, les Commissions et les Comités nationaux et régionaux de l'UICN à collaborer plus efficacement. Elle invite également les Membres et les membres des Commissions à mettre en œuvre le programme de travail de façon plus systématique, en encourageant le rôle et les responsabilités de toutes les parties constituantes de l'UICN.

Les Commissions



Depuis trois décennies, les inondations naturelles au Bangladesh du sud ont des conséquences disproportionnées sur les communautés, causant plus de 16 milliards de dollars US de dégâts et 200 000 morts. En juillet 2012, la **Commission de la gestion des écosystèmes** a décidé de réduire les risques de catastrophes par le biais de stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Le Projet Moyens d'existence côtiers et adaptation, qui repose sur l'école et explique comment se préparer et gérer de telles catastrophes, s'inscrit dans ce cadre.



Les moteurs de recherche ne peuvent pas toujours organiser et classer les informations utiles sur le statut, l'intégrité et la stabilité de la biodiversité. L'UICN est dorénavant en mesure de le faire. La **Commission de la sauvegarde des espèces** et ses partenaires ont ainsi lancé un Service d'informations sur les espèces actualisé, accessible par carte et fondé sur une base de données. Ce logiciel gère et publie les informations en y incluant les questions générales sur la biodiversité, l'utilisation durable, l'économie



et les moyens d'existence liées à l'évaluation des espèces depuis l'endroit où ces informations sont collectées sur le terrain jusqu'à la diffusion. Trop souvent, on définit les défenseurs de l'environnement par rapport à ce à quoi ils s'opposent. La **Commission de l'éducation et de la communication** appelle à renverser cet état d'esprit de toute urgence, pour s'attarder plutôt sur la description des systèmes positifs et sauvages que nous défendons, et pourquoi. Ce projet, *Comment raconter une histoire d'amour*, rassemble des vidéos clips retraçant des histoires personnelles d'individus qui sont tombés amoureux de la nature.



Les populations autochtones n'ont pas toujours bénéficié des aires protégées. Mais la **Commission des politiques environnementales, économiques et sociales** a utilisé le Mécanisme de Whakatane pour garantir le respect des droits humains des populations autochtones et des communautés locales dans les pratiques de conservation. Deux évaluations pilotes se sont déroulées au Mont Elgon (Kenya occidental) et dans le Parc national d'Ob Luang (Thaïlande du Nord).



Nous sommes nombreux à avoir conscience du rôle des réserves naturelles, qui soutiennent la biodiversité et l'adaptation aux changements climatiques. En octobre 2012, à Hyderabad, Inde, les délégués de la Convention sur la diversité biologique ont demandé à la **Commission mondiale des aires protégées** d'aller encore plus loin, en établissant des objectifs mondiaux, des partenariats régionaux de collaboration et des plans d'action nationaux de réalisation afin de se préparer pour le Congrès mondial sur les parcs de l'UICN 2014 qui aura lieu à Sydney, Australie.

NOTRE UNION



Trop souvent, nos efforts portant sur les politiques visent simplement à protéger les législations environnementales existantes contre l'affaiblissement et l'érosion, ce qui limite nos capacités et ressources à mener des batailles d'arrière-garde. Cette défense permanente peut rarement l'emporter. En réponse à ces défis croissants, la **Commission du droit de l'environnement** prend la tête de la défense du «principe de non-régression» dans le droit environnemental international. Selon ce principe, les normes déjà adoptées par des États ne peuvent être révisées si cela implique une régression. Ce principe existe dans le droit du travail depuis presque un siècle, et a été mis en avant par l'UICN et l'Union européenne lors de la Conférence Rio+20.

Les Jeux Olympiques de la Nature sur l'île de Jeju, Corée

Originaires de 157 pays, ils sont arrivés par milliers à Jeju, République de Corée, pour le **Congrès mondial de la nature de l'UICN**, organisé tous les quatre ans. Quelques 6571 participants se sont pressés aux 581 sessions, 60 événements parallèles, cinq Dialogues avec les leaders mondiaux organisés lors du Forum de cinq jours. Les délégués des États Membres, organismes gouvernementaux et organisations non gouvernementales sont venus pour délibérer, débattre et voter sur les projets de résolutions et cadres politiques lors de l'Assemblée des Membres de l'UICN, laquelle a duré quatre jours. La même volonté rassemblait tous ces acteurs: partager ses expériences, apprendre des autres, participer à des ateliers et tables-rondes, se constituer un réseau pour concevoir et promouvoir des politiques, et enfin soutenir le travail difficile, nécessaire et pointu de la conservation de la nature dans le monde.

Pour garantir la plus vaste participation possible des Membres de l'UICN – et notamment des petites ONG – originaires de pays à revenus faibles ou moyens, certains donateurs et partenaires ont parrainé des délégués pour qu'ils puissent se rendre au Congrès mondial de la nature 2012. Par ce geste, ils ont renforcé la nature démocratique de l'Assemblée des Membres de l'UICN. La participation de 431 Membres de l'UICN, provenant de 97 pays, a ainsi été rendue possible

grâce au soutien généreux du gouvernement de la République de Corée; de la Province autonome spéciale de Jeju; du Service général pour la coopération au développement du ministère des affaires étrangères d'Italie; du ministère des affaires étrangères de Finlande; et du ministère fédéral de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire d'Allemagne.

Les participants ont été reçus par deux hôtes – le ministère de l'environnement et la Province autonome spéciale de Jeju – réunis dans le **Comité organisateur coréen**, chargé de l'organisation du Congrès mondial de la nature 2012.

Chaque journée du Forum était organisée autour de cinq priorités thématiques: Changements climatiques; Sécurité alimentaire; Conservation & développement; Populations & gouvernance; Biodiversité. Le Congrès a étudié ces problématiques sous divers angles, en les réunissant sous le thème **Nature+**. Ce simple slogan reflète parfaitement l'importance fondamentale de la nature et son lien inhérent avec nos vies. Il remet la nature au centre de la scène, sous les projecteurs, afin d'atteindre un monde juste et résilient qui valorise et conserve les services écosystémiques.

Avec Nature+ pour objectif, le **Programme** de l'UICN nous montre comment y arriver. Ces deux éléments aident l'UICN et ses partenaires à s'appuyer sur notre caractère unique, en tant qu'organisme de référence mondiale pour la conservation de la biodiversité, les solutions fondées sur la nature et la gouvernance environnementale connexe.

.....
«Le Congrès, que les coréens ont surnommé les Jeux Olympiques de la nature, a ramené la médaille d'or pour la conservation. Il a démontré dans quelle mesure les solutions fondées sur la nature, telles qu'exprimées dans le slogan du Congrès «Nature+», pouvaient nous permettre d'apporter une réponse à de multiples défis parmi les plus pressants.»

– Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN
.....

NOTRE UNION

L'**Assemblée des Membres** a approuvé le Programme de l'UICN pour 2013-2016, et a débattu sur plus de 180 projets de résolutions – depuis le rétablissement d'espèces rares de dauphins, de rhinocéros et du thon rouge de l'Atlantique (*Thunnus thynnus*) jusqu'à la diminution du forage en haute-mer et la promotion du droit humain à l'eau – qui ont ainsi établi le futur ordre du jour de la conservation. Elle a également élu le Président de l'UICN et les 32 membres du Conseil qui siégeront pour les quatre prochaines années. Ce Conseil nouvellement élu est davantage représentatif de l'Union en termes d'origine, d'expérience, de répartition régionale et d'équilibre entre hommes et femmes – à cet égard, la participation des femmes est passée de 21% à 33% aujourd'hui. Il était vital d'ajouter de la diversité au Conseil, du fait de son rôle statutaire pour établir l'orientation stratégique, superviser, remplir ses obligations fiduciaires et soutenir la Directrice générale pour communiquer autour des objectifs et réalisations de l'UICN.

Le nouveau Président de l'UICN, **M. Zhang Xinsheng**, de Chine, succède à M. Ashok Khosla, qui a dirigé avec succès l'UICN depuis le dernier Congrès de Barcelone en 2008. M. Xinsheng est le co-fondateur d'Eco-Forum Global, une organisation indépendante de renforcement du consensus pour des solutions vertes et durables. Ancien Président du Conseil exécutif de l'UNESCO et du Comité du Patrimoine mondial, il a également occupé des fonctions de responsabilités au sein du gouvernement central, provincial et municipal chinois. Les priorités du Président Zhang pour les quatre prochaines années incluent le renforcement de notre organisation de Membres et de sa gouvernance, l'accroissement de la visibilité de l'UICN, et la mobilisation de ressources supplémentaires.

.....

«La visibilité et l'engagement constructif entre les entreprises, l'UICN, les gouvernements et la communauté des ONG est un point remarquable et positif que nous retiendrons de ce Congrès.»

– **Peter Bakker**, Président du Conseil mondial des affaires pour le développement durable

.....

Le Congrès de Jeju a attiré des **leaders intellectuels** de tous les milieux – politique, économique, société civile, universités, communautés locales et autochtones, groupes confessionnels et médias. Parmi les participants les plus renommés, citons le Président de la République de Corée S.E. Lee Myung-bak, S.A.S. le Prince Carl Philip de Suède, la Princesse de Jordanie Basma Bint Ali Bin Nayef, la Directrice générale et Présidente du Fonds mondial pour l'environnement Naoko Ishii, la vice-Présidente de la Banque mondiale Rachel Kyte, le Président du Conseil mondial des affaires pour le développement durable (WBCSD) Peter Bakker.

La **présence des entreprises** était d'une ampleur sans précédent. Plus de 100 représentants du secteur privé ont ainsi participé au Congrès de Jeju, parmi lesquels des responsables de Syngenta, Shell International, Nespresso, Holcim et Korea Telecom.

L'organisation de nombreux événements innovants a offert des **opportunités interactives** d'apprentissage dynamique – citons les 44 sessions de renforcement des capacités du Campus de la conservation et les 105 Cafés de la connaissance participatifs. Par ailleurs, quelques 146 ateliers ont responsabilisé les participants grâce à des outils qui permettront d'obtenir des résultats; 149 événements dans les pavillons ont permis aux visiteurs d'en savoir plus sur les partenariats les plus innovants; 132 posters présentaient les réalisations et les innovations de nos Membres dans le domaine de la conservation; et 51 événements spéciaux ont offert des opportunités intéressantes de constitution de réseaux. Enfin, cinq **Dialogues avec les leaders mondiaux**, modérés par des journalistes sous une forme ouverte, ont encouragé la pensée stratégique pour orienter la mise en œuvre de solutions pragmatiques pour un futur durable.

Lors du Congrès, l'UICN a remis ses **deux plus hautes distinctions** à des personnalités exceptionnelles du monde de la conservation, et a reconnu 11 autres personnalités notables dans ce domaine. Ainsi, la médaille du Mémorial John C. Phillips a été remise au naturaliste et présentateur britannique Sir David Attenborough, dont l'action a inspiré des générations à protéger et conserver notre planète. M. Wolfgang E. Burhenne,



personnalité de stature mondiale dans le domaine du droit environnemental, a reçu la médaille du Mémorial Harold Jefferson Coolidge. Enfin, la qualité de Membre honoraire de l’UICN a été remise à des personnalités exceptionnelles: M. Abdulaziz Abuzinada; Mme Angela Cropper, à titre posthume; M. Aila Keto; le Président du Botswana S.E. Ian Khama; M. Veit Koester; M. Russell Mittermeier; M. Ian Player; le professeur Nicholas Robinson; Mme Marina Silva; M. Achim Steiner; et le professeur Randolph Robert Thaman.

.....

«L’UICN est une organisation absolument vitale pour tous ceux d’entre nous qui se préoccupent du monde naturel; il n’y a aucune autre organisation internationale comme elle.»

– *Sir David Attenborough*, décoré de la Médaille du Mémorial John C. Phillips

.....

Pour ceux qui ne pouvaient pas se rendre à Jeju, l’UICN a cherché à faire connaître le Congrès au monde entier, en diffusant les messages du Congrès sous format vidéo, audio, et écrit, grâce à l’action de 320 journalistes, 100 événements en rapport avec les médias, 60 conférences de presse, et une couverture destinée à **atteindre des millions** de personnes dans le monde.

Pour enrichir la profondeur, la matière et le contexte des débats avant et après le Congrès, l’UICN a produit ou a

collaboré sur **152 publications**, la moitié disponible en ligne. En réponse à une demande croissante, beaucoup ont été traduits en arabe, anglais, français, espagnol, coréen et chinois. En 2012, un grand nombre de publications de l’UICN a été consulté électroniquement; 676 869 visites de livres par le grand public ont été enregistrées (une hausse de 27,6% par rapport à 2011), et 3 626 189 pages ont été visionnées (une hausse de 3,3% par rapport à 2011).

Lors de la cérémonie de clôture, l’UICN, le gouvernement de la République de Corée et la Province spéciale autonome de Jeju ont signé la Déclaration de Jeju. Cette **Déclaration** identifie les actions urgentes nécessaires pour améliorer la conservation, encourager les solutions fondées sur la nature et la durabilité et combler les lacunes dans la gouvernance de l’utilisation de la nature. En souvenir du Congrès, l’île de Jeju accueillera tous les deux ans le **Forum mondial des leaders de la conservation**, dont l’objectif est d’offrir des solutions pratiques à des problématiques mondiales comme les changements climatiques ou la conservation de la biodiversité.

Dans un souci d’exemplarité et pour joindre la parole aux actes, l’UICN a compensé 100% des gaz à effet de serre émis lors du Congrès (estimés à 6 846 tonnes), par l’achat d’unités de carbone volontaires dans un projet de reboisement à Sabah, Malaisie.

La nature renforce les écosystèmes en formant des relations diverses et complexes entre les espèces et leurs habitats. De la même façon, l'UICN construit des relations dynamiques avec ses Membres et partenaires, afin de réaliser sa Mission. Notre travail avec les donateurs, les Membres, les organismes gouvernementaux, les organisations multilatérales, les entreprises et autres partenaires institutionnels élargit nos revenus et renforce notre fondation et notre portée.

«L'UICN occupe une place unique pour jouer un rôle essentiel dans le mouvement de la conservation, et le soutien continu que lui offre MAVA permet à l'UICN de jouer ce rôle efficacement.»

– *Lynda Mansson*, Directrice générale, Fondation MAVA

Les Partenaires-cadres de l'UICN, qui décident d'investir dans le travail de l'UICN par un soutien central de plusieurs années, aident à construire une base solide et essentielle pour l'UICN au fil des ans. Pour cette raison, nous remercions nos Partenaires-cadres pour le soutien qu'ils nous apportent: le ministère danois des Affaires étrangères, le ministère finlandais des Affaires étrangères, l'Agence environnementale d'Abu Dhabi des Émirats Arabes Unis, l'Agence française pour le développement, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, l'Agence norvégienne pour la coopération au développement, l'Agence suédoise internationale pour la coopération au développement, l'Agence suisse pour le développement et la coopération, la Direction générale pour la coopération internationale et la Fondation MAVA.

L'ensemble de ces Partenaires-cadres offre des conseils stratégiques et un financement central à l'UICN, essentiels pour la réalisation efficace du Programme de l'UICN. En outre, tous les quatre ans, les Partenaires-cadres font réaliser un examen externe transparent de l'Union, afin de

s'assurer du bon déroulement des opérations et de l'efficacité des résultats. Le dernier examen a été réalisé en 2011 et les résultats publiés en 2012.

«Adoptant une approche fondée sur les droits, le Danemark partage avec l'UICN l'objectif d'un monde juste, qui valorise et conserve la nature. Notre partenariat avec l'UICN remonte à de nombreuses années, et continuera à l'avenir à se focaliser sur une gouvernance efficace et équitable de l'utilisation de la nature, pour soutenir un développement social et économique durable.»

– *Christian Friis Bach*, Ministre de la coopération au développement, Danemark

Les organisations caritatives et les fondations privées des États-Unis d'Amérique et d'Europe sont également devenues des partenaires et des investisseurs essentiels au travail de l'UICN. Ces organismes offrent une source croissante de conseils et de financements. Ces fondations, comme la Fondation Gordon et Betty Moore, aident l'UICN à réaliser des produits de connaissances comme la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™ et la Liste rouge des écosystèmes, et influencent les politiques, par le biais par exemple de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Elles offrent également des orientations stratégiques. Lors du Congrès mondial de la nature, l'UICN et le Groupe consultatif sur la diversité biologique ont réuni, lors d'un débat, d'éminents philanthropes afin de discuter des tendances, des menaces et des opportunités environnementales émergentes dans le secteur philanthropique. Plus de 200 personnes se sont déplacées pour écouter ces philanthropes partager leurs idées et leurs expériences avec la communauté de la conservation.



L'UICN accueille les orientations d'individus au sein et en dehors du secteur philanthropique. Les Patrons de la nature de l'UICN est ainsi un groupe de personnalités remarquables du monde de la conservation, de la politique, de l'entreprise, des arts et de la philanthropie, qui aide l'UICN à diffuser son message à un plus vaste public. Les Patrons incluent: S.A.S. le Prince Albert II de Monaco, S.A.S. le Prince Carl Philip de Suède, S.A. la Reine Noor de Jordanie, la philanthrope suisse Margot Bennett-Mathieson, l'océanographe américaine Sylvia Earle, l'ancien Président du Guyana Bharrat Jagdeo, l'anthropologue kenyan Richard Leakey, l'artiste américaine Maya Lin, l'entrepreneure et journaliste américaine Sally Ranney, le Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE et ancien ministre de l'environnement et du développement international de Norvège Erik Solheim, l'ancien Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio92) Maurice Strong, et les philanthropes Jessica et Adam Sweidan. Tous ces individus, au-delà de leur diversité, partagent un point commun: la Vision de l'UICN d'un monde juste qui valorise et conserve la nature. Les Patrons de la nature de l'UICN se sont réunis pour la première fois lors du Congrès mondial de la nature 2012.

.....

«Notre expérience nous a ouvert les yeux à l'égard de cette grande organisation vitale. Résoudre la crise environnementale est très complexe et revêt une dimension multidimensionnelle, ce qui rend l'UICN exceptionnellement bien placée pour être leader dans la recherche de solutions parmi ses membres et son personnel... et devenir une force encore plus grande au-delà du domaine de la conservation traditionnelle.»

—Jessica Sweidan, Patron de la nature de l'UICN et philanthrope

.....

Faire bon pour faire bien: l'UICN s'engage avec les entreprises

Certes, le secteur privé joue un rôle déterminant dans la perte mondiale de la biodiversité, cependant l'UICN affirme que les entreprises, si elles s'engagent correctement, peuvent et auront une contribution tout aussi déterminante dans la réhabilitation écologique. C'est dans cette optique qu'a été élaborée la Stratégie d'engagement avec le secteur privé, qui cherche à toucher les entreprises de toutes tailles, qu'elles soient privées, cotées en bourse, détenues entièrement ou non par l'État ou des communautés locales. La Stratégie affirme la responsabilité des entreprises pour atténuer leur empreinte environnementale, et assure que la conservation de la nature peut être bénéfique pour les résultats, la réputation et l'assurance qualité de l'entreprise. La Stratégie encourage les changements de transformation et démontrables au niveau de l'entreprise, afin de valoriser la biodiversité et les avantages d'une nature équitablement partagée. La Stratégie possède trois points d'entrée interconnectés: éviter ou minimiser les impacts sur la biodiversité; garantir que les chaînes d'approvisionnement appliquent des normes et des mesures de protection respectant la durabilité; et intégrer les valeurs de la biodiversité et des moyens d'existence dans les politiques publiques et financières.

Prenons un exemple. Grâce au soutien de l'UICN, 13 entreprises dont **Nespresso et Rio Tinto** ont lancé une initiative pour créer une norme responsable pour l'aluminium, un métal durable, solide, recyclable et le plus utilisé dans le monde après l'acier. Lancé en 2012, l'**Initiative sur la bonne gestion de l'aluminium** (ASI) encourage la durabilité dans toute l'industrie en mobilisant une large base d'acteurs pour une action transparente, des pratiques responsables, une éthique d'entreprise et une performance environnementale et sociale. Les membres de la chaîne de valeur de l'aluminium collaborent avec l'UICN pour améliorer l'industrie depuis l'exploitation minière jusqu'à la fonderie, et depuis la raffinerie jusqu'à l'usine de transformation. Ces entreprises partagent l'idée que le succès économique mondial repose sur la compréhension des liens inextricables entre la durabilité et la survie économique.

NOS

PARTENAIRES

Partenaires-cadres



Environment Agency, Abu Dhabi,
United Arab Emirates



Ministry of Foreign Affairs, Denmark



Ministry for Foreign Affairs, Finland



Agence française de développement



Ministry of Foreign Affairs,
Directorate-General for International
Cooperation, The Netherlands



Norwegian Agency for Development
Cooperation



Swedish International Development
Cooperation Agency



Swiss Agency for Development
and Cooperation



MAVA Foundation



Federal Ministry for Economic
Cooperation and Development,
Germany



Federal Ministry for the Environment,
Nature Conservation and Nuclear Safety,
Germany



Ministry of Environment,
Republic of Korea



Jeju Special Self-Governing Province



Regional Ministry for Environment,
Government of Andalusia, Spain



State Secretariat for Economic Affairs,
Switzerland



Department for International
Development, United Kingdom



Department of State,
United States of America



United States Agency for International
Development

Partenaires de programmes et de projets

(contributions reçues en 2012 supérieures à 200 000 francs suisses)



Austrian Development Agency,
Austria



Canadian International Development
Agency



Agence des aires marines protégées,
France



Ministère des Affaires étrangères,
France



Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit
GmbH, Germany

Organismes multilatéraux et conventions



African Development Bank



African Union



Asian Development Bank



Commission Sous-Régionale
des Pêches



Convention on International Trade
in Endangered Species
of Wild Fauna and Flora



European Commission



Fonds Français pour
l'Environnement Mondial



Global Environment Facility



International Fund for
Agricultural Development



United Nations Development
Programme



United Nations Educational,
Scientific and Cultural Organization



United Nations Environment
Programme



The World Bank Group

Secteur privé



Global Blue



Holcim



Nespresso



Nokia Corporation



Rio Tinto



Sakhalin Energy Investment
Company Limited



Shell International

Fondations



Arcus Foundation



Bill, Hillary & Chelsea Clinton Foundation



Fundación Gonzalo Río Arronte
I.A.P. Mexico



Gordon and Betty Moore Foundation



The Howard Buffet Foundation



Keidanren Nature Conservation Fund



Total Foundation

Organisations non gouvernementales



Conservation International



Hivos



IUCN - US



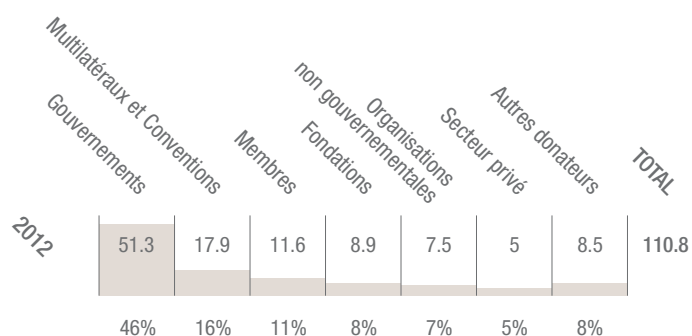
Oxfam Novib



World Business Council for
Sustainable Development

Diversité des donateurs

(en milliers de francs suisses)



En 2012, l'UICN s'est trouvée dans une position unique, en appelant tout d'abord à des objectifs ambitieux puis en mobilisant tous ses efforts pour obtenir des résultats. Elle a garanti, par l'intermédiaire du Congrès mondial de la nature, une transition solide entre la dernière période quadriennale et les quatre prochaines années. Pour cela, nous avons promu la nature non pas en brandissant la menace de la peur, en cherchant à attirer la pitié, ou en la présentant comme un simple vivier de ressources à exploiter. Nous présentons aujourd'hui la nature comme un partenaire égal, dynamique, créatif et valorisé, avec qui collaborer. C'est cette vision qui nous permet d'obtenir des réalisations pragmatiques et durables pour lutter contre les changements climatiques et améliorer l'équité sociale, la sécurité alimentaire et la conservation de la biodiversité.

Notre travail en faveur des solutions fondées sur la nature s'est traduit dans le Défi de Bonn, par la restauration de 150 millions d'hectares de terres dégradées et déboisées; dans l'Alliance pour la mer des Sargasses, par la protection de ce paysage océanique unique situé en-dehors de toute juridiction nationale, et qui a été désigné Zone d'importance d'un point de vue écologique et biologique; dans la mise en place d'une gouvernance collaborative pour les rivières transfrontalières en Amérique latine; et dans une publication conjointe de l'UICN et de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification – suivie d'une conférence majeure – portant sur les initiatives pour la conservation de la biodiversité dans les zones arides, qui abritent un tiers de la population du monde en développement.

Notre longue expérience dans le conseil politique et scientifique s'est traduite dans nos efforts pour valoriser au maximum la valeur de la nature, au croisement de la science et de la politique. On peut s'interroger: au vu des ressources finies de la planète, comment les nations, individuellement ou collectivement, peuvent-elles investir dans la biodiversité afin de garantir les plus hauts rendements mondiaux, d'un point de vue économique et écologique? Pour répondre à cette problématique essentielle, l'UICN a participé à la création du cadre légal de la **Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES)**, qui devient l'organisme indépendant de référence chargé de fournir des connaissances pertinentes sur la nature et les services qu'elle offre à l'humanité. Cette plateforme mondiale pourra régulièrement évaluer l'état de la biodiversité et de nos écosystèmes fragiles, et les services essentiels qu'ils nous offrent à tous. Elle garantit aux scientifiques et décideurs politiques l'accès et la possibilité de diffuser des informations, synthèses et analyses éparpillés, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité des décisions et de la recherche.

Il n'y a pas de coupure dans les produits de connaissance et cadres scientifiques actuels. Le Programme de l'Union cherche à renforcer, voire dépasser, l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, l'étude sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité, les Perspectives mondiales sur la biodiversité, les Objectifs du Millénaire pour le développement et les Objectifs d'Aichi sur la biodiversité. Il manquait jusqu'à présent un mécanisme permettant de combler le fossé entre sciences et politique. C'est chose faite: des initiatives comme la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) permettent à l'UICN de produire, distribuer et utiliser les connaissances sur la biodiversité afin d'accroître au maximum la production en termes de plans et d'actions en faveur de la conservation. Cela nous aide à récolter et à classer par priorité les meilleures informations scientifiques, afin de les diffuser aux bons décideurs politiques, au bon endroit et au bon moment. Pour renforcer cet engagement initial, et conformément au souhait du Congrès mondial de la nature, l'UICN engagera les parties prenantes de l'IPBES par le biais de son programme de travail initial 2014-2018.

Conserver la biodiversité

En 2012, l'UICN a mobilisé des donations en ligne pour développer son initiative phare, **Sauvons nOs espèces (SOS)**, une approche mondialement compétitive pour protéger et restaurer la biodiversité. L'Union et ses partenaires – le Fonds pour l'environnement mondial, la Banque mondiale, le Fonds français pour l'environnement mondial, Nokia et la Fondation Segré ont investi 2,5 millions de dollars US dans 25 nouveaux projets destinés à protéger les petits dauphins et les lents dugongs, les tigres de Sibérie, les tortues d'eau douce, les gibbons, les rhinocéros de Sumatra, les crocodiles d'Asie, les roussettes, les lamantins et une myriade de poissons d'eau douce et d'espèces végétales. «Nous avons reçu plus de propositions de projets que nous ne pouvions en financer», fait remarquer Jean-Christophe Vié, Directeur adjoint du Programme mondial sur les espèces et Directeur de SOS. «Le processus de sélection est donc extrêmement compétitif». Selon la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées™, un tiers des amphibiens, un quart des mammifères et un huitième des oiseaux sont menacés d'extinction dans la vie sauvage. Fonctionnant selon le principe d'un appel ouvert à propositions, l'initiative SOS recherche et teste les approches les plus efficaces et efficientes dans le domaine de la conservation. Cependant, les 2,5 millions de dollars US sont une miette par rapport aux 4 milliards de dollars US estimés que coûterait l'amélioration du statut des espèces menacées jusqu'en 2020.



Un chiffre qui semble élevé, mais qui ne représente qu'1% de la valeur des écosystèmes perdus chaque année.

Grâce à l'aide de l'UICN, 14 bécasseaux spatule (*Eurynorhynchus pygmeus*) en Danger critique d'extinction ont pu **éclore en captivité** après le transport des précieux œufs de l'Arctique russe jusqu'au Slimbridge Wetland Centre du Wildfowl & Wetlands Trust, au Royaume-Uni. La naissance de ces oisillons s'inscrit dans un projet urgent de reproduction pour sauver l'espèce d'une extinction mondiale. «Le soutien que nous avons reçu pour le bécasseau spatule a été phénoménal» s'enthousiasme Debbie Pain, Directrice de l'organisation Conservation, Wildfowl & Wetlands Trust, Membre de l'UICN. Moins de 100 couples d'individus en âge de se reproduire existent aujourd'hui dans le monde, du fait de leur capture à l'échelle locale et plus globalement de la disparition des lieux intertidaux de reproduction le long de leur route migratoire – 8000 kms, entre la Russie et l'Asie du sud et du sud-est.

A Gilgit-Baltistan, au nord du Pakistan, la Wildlife Conservation Society, membre de l'UICN, a fait état d'une **remarquable augmentation de la population de markhors** – de 40 membres en 1991, la population en compte aujourd'hui 300 – grâce à des efforts de conservation axés sur le renforcement des institutions locales. Le markhor (*Capra Falconeri*), animal national du Pakistan, est l'un des plus grands et magnifiques spécimen de la famille des chèvres. On le trouve au Pakistan, en Afghanistan, au Tadjikistan, en Ouzbékistan et en Inde. Cependant, la chasse illégale, la destruction de son habitat et la concurrence de l'élevage domestique ont réduit sa population jusqu'à l'extinction. Le projet mené par l'UICN a permis de créer 53 comités de conservation représentatifs et de mettre un terme au déclin.

Dans les hautes terres de Fiji, des scientifiques de l'UICN qui réalisaient des évaluations dans le cadre d'une initiative pour la responsabilisation dans les bassins versants ont **découvert une plante fleurissante encore inconnue**. Cette plante appartient au genre *Medinilla*, qui compte 193 espèces à Madagascar, en Afrique, en Asie du sud et dans les îles du Pacifique. «Cette découverte est une illustration supplémentaire de la fragilité de la nature» souligne Milika Sobey, coordinatrice du Programme Eau et zones humides au Bureau régional de l'UICN pour l'Océanie. «En outre, la découvrir lors d'un projet sur la gestion des bassins versants montre à quel point il est essentiel que la nature soit incluse dans les priorités de la gestion de l'eau». L'agriculture commerciale et les feux de brousse incontrôlés sont les principales menaces à cette espèce. «Un simple incendie peut la détruire en quelques minutes» déclare M. Marika Tuiwawa, de l'Institut des sciences appliquées de l'Université du Pacifique sud, Membre de l'UICN et partenaire du projet Initiative pour l'eau et la nature, qui a découvert l'espèce.

Notre Liste rouge surveille et compile les données relatives au statut des espèces menacées. De son côté, l'UICN surveille et compile les données sur **le statut de la Liste rouge** elle-même. En 2012, nous avons ainsi enregistré 6814 téléchargements de données non-spatiales, presque le double par rapport aux années précédentes. La Liste rouge a été actualisée deux fois, et inclut dorénavant l'évaluation de 65 521 espèces (3609 de plus qu'en 2011), parmi lesquelles 20 222 (soit 37%) sont menacées d'extinction. À partir de la mi-2012, l'UICN a également enregistré 3901 téléchargements spatiaux dans la deuxième moitié de l'année. Avec 2,8 millions de visiteurs uniques, 4,6 millions



de visites uniques et 17 millions de pages vues... on peut souhaiter que le statut de la richesse de la biodiversité se porte aussi bien que la demande de données de qualité à son sujet!

L'UICN a mis au point une approche pionnière, fondée sur le caractère, afin **d'évaluer la vulnérabilité ou la résilience de diverses espèces aux changements climatiques**. Cette approche utilise ainsi les caractéristiques d'une espèce au long de sa vie afin de déterminer comment elle pourrait réagir à des chocs et perturbations futurs. Ayant précédemment testé cette approche sur les oiseaux, les amphibiens et les coraux, l'UICN a commencé cette nouvelle méthodologie avec des espèces économiquement précieuses dans la région de la faille d'Albertine, en Afrique centrale, afin de mieux comprendre comment les changements climatiques peuvent avoir un impact sur les moyens d'existence des populations dépendantes des espèces sauvages pour leur survie.

Dans le cadre de la collaboration entre l'UICN et l'institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité pour l'élaboration de la Liste rouge brésilienne des espèces menacées, l'organisation brésilienne a validé en 2012 environ 1700 évaluations d'espèces, notamment des poissons marins et d'eau douce, des mammifères, des oiseaux, des reptiles et des amphibiens.

Changer les prévisions climatiques

En 2012, l'UICN a dépassé un cap significatif, en atteignant le tiers de l'objectif fixé – la restauration de 150 millions d'hectares de terres dégradées et déboisées d'ici à 2020. Le **Défi de Bonn s'approche maintenant des 50 millions d'hectares**, avec la promesse du Costa Rica et de El Salvador de reboiser un million d'hectares chacun. El Salvador se classe en tête de l'Indice des risques climatiques, ce qui a amené son ministre de l'environnement et des ressources naturelles, Herman Rosa Chavez, à parler de l'effort de restauration en

ces termes: «Une réponse sérieuse et primordiale... un élément urgent et essentiel pour l'adaptation aux changements climatiques et la réduction des pertes et dommages croissants liés à l'évolution du climat». La restauration de 150 millions d'hectares au cours des 10 prochaines années pourrait réduire de 11 à 17% l'écart en matière de réduction des émissions de CO₂, et injecter plus de 80 milliards de dollars US par an dans les économies locales et nationales, sécurisant l'alimentation, la biodiversité et les moyens d'existence. «La destruction de l'environnement pose de sérieux défis pour les droits humains» affirme Bianca Jagger, Ambassadrice de la campagne Plantez une promesse (*Plant a Pledge*). Mais le Défi de Bonn ne se limite pas à planter des arbres. «Les populations et les communautés sont au cœur de l'effort de restauration, pour transformer des terres stériles ou dégradées en paysages cultivés sains et fertiles». Les États-Unis, le Rwanda et le Pacte de restauration sur la forêt Atlantique brésilienne se sont engagés à reboiser plus de 20 millions d'hectares. L'Inde a fait une déclaration d'intention pour 10 millions d'hectares et grâce à l'Alliance Mésio-américaine des populations et des forêts, 20 millions d'hectares devraient être reboisés.

En reliant les dorsales aux récifs et aux stations touristiques qui en dépendent, l'UICN **réduit l'exposition aux risques** par le biais d'une action pratique basée sur le terrain dans plus de 30 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Nous avons aidé à mettre au point des outils d'adaptation aux changements climatiques, comme CRISTAL (Outil communautaire de filtrage des risques) pour les analyses de vulnérabilité, et avons planifié et cartographié l'utilisation participative des terres, de l'eau et des côtes. L'engagement de l'UICN sur le projet à long-terme relatif aux changements climatiques et aux récifs coralliens dans les Maldives s'est poursuivi pour une quatrième année de collaboration avec l'entreprise Kuoni Travel, afin d'évaluer les besoins du pays, les valeurs et les priorités de l'industrie du tourisme, et d'identifier les opportunités utiles d'intervention.

.....

«Le Pakistan a connu les pires inondations de son histoire en 2010. Depuis lors, le Comité national du Pakistan axe son action sur la problématique de la sécurité alimentaire, et cherche à mettre en place des mécanismes pour atténuer cette menace majeure. Pour cela, il travaille constamment avec l’UICN pour bénéficier de son expertise et être aidé dans la formulation de politiques.»

– *Shahid Sayeed Khan*, Président, Comité national des Membres de l’UICN du Pakistan

.....

Les mangroves, les marais littoraux et les prairies sous-marines peuvent stocker de grandes quantités de carbone, mais elles sont détruites tellement rapidement qu’elles font juste le contraire. L’initiative collaborative Carbone bleu de l’UICN aide les pays et les partenaires du secteur privé à mieux gérer, valoriser et comptabiliser le carbone, et teste **une nouvelle approche de compensation appelée le Fonds pour les moyens d’existence**. Plutôt que d’offrir des dividendes financiers, le Fonds propose des compensations carbone de grande qualité. Le capital du Fonds atteint aujourd’hui 30 millions d’euros, et le Fonds a déjà investi dans des projets de restauration de la mangrove, d’agroforesterie et d’énergie rurale à grande échelle en Afrique et en Asie, afin de produire plus de 7 millions de tonnes de compensations carbone.

Les modèles climatiques s’accordent sur un fait: nous nous dirigeons vers un monde où les impacts seront extrêmes. L’UICN a révélé que les efforts urgents mais irréguliers de redressement après une catastrophe naturelle peuvent avoir des effets aussi désastreux sur les populations et la nature que la catastrophe initiale. En réponse, l’UICN et le Fonds Keidanren Nature Conservation, Membre de l’UICN, ont créé à la suite du tremblement de terre et du tsunami au Japon un Partenariat pour l’environnement et la réduction des risques de catastrophes naturelles. Notre objectif est **d’utiliser les politiques, pratiques et expériences du Japon dans la défense des solutions basées sur les écosystèmes pour la réduction des risques de catastrophes naturelles et le redressement**. À la demande du ministère des affaires étrangères et du ministère de l’environnement japonais, l’UICN a préparé et partagé des résumés d’étude de cas sur les dangers spécifiques dans diverses régions du monde.

Pour apprendre, gagner et s’approprier les compétences nécessaires pour s’épanouir alors que les régions arides du monde deviennent de plus en plus sèches, l’UICN mène un projet régional s’étalant sur plusieurs années en Egypte, au Maroc, en Jordanie, en Palestine et au Liban, qui **teste un cadre de résilience**. Ce cadre vise à accroître l’adaptation aux changements climatiques par le biais de l’apprentissage local, la planification et les essais sur six sites de démonstration. Au Caire, le projet a révélé dans quelle mesure les communautés locales pouvaient s’impliquer avec succès et dépasser les impacts négatifs des changements climatiques. Plutôt que de proposer des solutions toutes faites, nous avons donné aux populations les compétences pour évaluer les risques sur une base quotidienne, et mettre en place une vision réaliste de la résilience. Ces outils acquis amélioreront l’appropriation et la responsabilité de l’ensemble des parties prenantes et utilisateurs finaux, pour un processus de planification et de gestion plus interactif.

Pour changer les prévisions climatiques, il convient entre autres de se préparer aux impacts sur les écosystèmes vulnérables et les populations qui dépendent d’eux pour leur survie, et de les réduire. Les tensions liées à l’eau, les pénuries alimentaires et les catastrophes naturelles deviendront de plus en plus fréquentes à cause des événements climatiques extrêmes. Mais l’UICN a montré dans quelle mesure les aires mondialement protégées, qui ne représentent pourtant que 12% du paysage, sont **essentiels aux stratégies d’adaptation aux changements climatiques et d’atténuation de leurs effets**. Non seulement elles stockent plus de 312 gigatonnes de carbone – 15% du stock de carbone terrestre – mais elles jouent un rôle essentiel dans les stratégies d’adaptation, en tant que solutions naturelles pour améliorer la stabilité et l’offre de ressources.

Des énergies naturelles pour demain

Pour produire de l’énergie, il faut de l’eau. Pour puiser, déplacer, chauffer ou traiter de l’eau, il faut de l’énergie. Et pour faire pousser des cultures, l’énergie, l’eau et la fertilité des sols entrent en jeu. Pour harmoniser ces ressources essentielles et concurrentielles, l’UICN et l’Association internationale de l’eau ont mis au point une **nouvelle initiative pour comprendre et dénouer la connexion Eau-Energie-Sécurité alimentaire**. Ce partenariat mobilise la pensée sur les solutions relatives à l’infrastructure hydraulique, et offre une opportunité unique pour passer de la parole aux actes pour ces trois ressources.

L'UICN a aidé à **installer 43 nouvelles installations solaires domestiques** sur l'île de Lofanga, dans le royaume de Tonga – une île de 1,45 km² peuplée de 180 hommes, femmes et enfants. En offrant l'électricité et une alternative plus propre pour l'éclairage, les installations solaires permettent d'économiser plus de 8000 litres de kérosène et 20 tonnes d'émissions de carbone par an. Cet effort pilote local s'inscrit dans le cadre d'une initiative de l'UICN dans toute l'Océanie pour accélérer la transition énergétique vers des installations écologiquement durables, socialement équitables et économiquement efficaces.

La fracturation hydraulique peut relâcher du gaz naturel, une énergie fossile à la combustion relativement propre, mais des questions demeurent quant aux fuites de méthane, aux impacts sur les eaux souterraines et aux produits chimiques non identifiés. Le Groupe de spécialistes de l'UICN sur le droit de l'énergie et le climat s'est mobilisé dans le cadre de la Commission mondiale du droit de l'environnement pour **interdire la fracturation jusqu'à l'adoption préalable d'une série de mesures de protection environnementale**. Cette résolution adoptée à Jeju a également obligé les parties à encourager en premier lieu l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et à éliminer les subventions à destination des énergies fossiles.

La Directrice générale de l'UICN Julia Marton-Lefèvre a aidé le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon à exposer les grandes lignes de son initiative **Une énergie durable pour tous**. Lancée en 2012 lors de l'Année internationale de l'énergie durable, cette initiative vise à atteindre des objectifs spécifiques d'ici à 2030, entre autres: l'accès universel à des services énergétiques modernes; le doublement du taux d'amélioration de l'efficacité énergétique; et le doublement de la part des énergies renouvelables dans la production énergétique mondiale. Alors que 1,3 milliard de personnes n'ont pas l'électricité, que 2,7 milliards ne disposent pas d'une installation sûre pour cuisiner, et que la production d'une énergie propre est indispensable pour atténuer les effets des changements climatiques, cette initiative apporte une solution aux principales préoccupations de l'humanité. La voix de l'UICN dans le Groupe de haut-niveau traduit l'importance de prendre en compte les solutions fondées sur la nature en ce qui concerne les questions énergétiques.

Le Congrès mondial de la nature 2012 a montré que l'UICN et ses partenaires pouvaient ouvrir la voie à l'énergie renouvelable communautaire, et éviter ou retarder la construction de grands

projets centralisés. Au Guatemala, la Fundación Solar, Membre de l'UICN, est un exemple pour l'installation de sources d'énergie à petite échelle gérées par des communautés locales. Dans un village sans électricité composé de 55 familles, la Fondation a réalisé un petit barrage hydroélectrique au fil de l'eau, en échange de la protection par les villageois de la source de cette rivière par la plantation d'arbres qui évitent ainsi l'érosion.

.....

«Depuis le premier Congrès, où les débats avaient un caractère parfois romantique, jusqu'à aujourd'hui, nous parlons de problématiques essentielles comme la production d'énergie, l'industrie, l'évaluation économique des services écosystémiques, le rôle du secteur privé dans la conservation, et bien d'autres thèmes.»

– *Juan Mario Dary Fuentes*,
ancien Ministre de l'environnement du Guatemala

.....

Le Congrès a également souligné l'utilité de **choix transparents et participatifs** autour des alternatives de combustibles non-alimentaires. L'UICN et ses Membres ont montré que grâce aux énergies renouvelables, à la conservation de la nature et à l'amélioration des transports, la nécessité de brûler des aliments n'est plus le choix par défaut. Cinquante pays ont des dispositifs et des programmes de dépenses encourageant le développement des biocarburants à base de maïs et de soja. Mais ces législations et ces subventions ont un effet pervers sur la sécurité alimentaire mondiale, l'utilisation des sols, la stabilité environnementale et l'équité sociale. «Les biocarburants ne résolvent qu'une petite partie de la question des carburants, alors qu'ils ont des conséquences dramatiques dans de nombreux autres domaines, comme l'offre d'aliments et l'environnement» déplore Doris Cellarius, Présidente du Groupe d'étude sur les biocarburants chez Sierra Club, Membre de l'UICN. L'UICN a démontré dans quelle mesure il est possible de produire des biocarburants sans faire pousser des cultures.

L'UICN, Shell et Raízen ont évalué les premiers effets de l'application de la norme mondiale Bonsucro à la production brésilienne d'éthanol basée sur la canne à sucre. Notre étude a rassemblé des personnalités d'organisations Membres et de Commissions de l'UICN, qui ont conclu que la mise en œuvre de la norme par Raízen apportait des changements importants et positifs pour la biodiversité sur le terrain, dans la raffinerie et



dans la gestion de l'entreprise. «La certification Bonsucro qu'a obtenue Raízen à ce jour peut être considérée comme une étape significative pour la production brésilienne d'éthanol» déclare Luciano M. Verdade, Président du Groupe d'expert et Professeur associé à l'Université de São Paulo, également membre de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN. «Bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour que les pratiques durables se diffusent largement dans le secteur, le fait qu'une entreprise fasse de tels efforts en faveur de la durabilité est déjà une avancée formidable, qu'il convient d'encourager».

Gérer les écosystèmes dans l'optique du bien-être humain

La proposition de construction d'un barrage hydroélectrique GIBE III en Ethiopie pourrait avoir des conséquences négatives sur l'hydrologie fragile du lac Turkana, un site classé au Patrimoine mondial de l'humanité situé dans le nord du Kenya. En réponse, l'UICN a réuni les parties prenantes concernées à Nairobi, afin de **débattre de l'étendue et de la nature des menaces posées par les barrages, et des solutions potentielles qui existent**. Les consultations ont notamment porté sur les impacts cumulatifs aux niveaux du lac, ainsi que sur les évolutions futures du barrage en aval de la rivière Omo. Associés à un dispositif d'irrigation pour la canne à sucre, ces barrages peuvent menacer sérieusement l'écosystème et la biodiversité du lac Turkana, ainsi que les moyens d'existence des populations qui en dépendent. À partir des résultats des études, l'UICN élaborera des recommandations aux gouvernements d'Ethiopie, du Kenya et le Comité du patrimoine mondial.

Dans un pays où un tiers des terres sont situées en zones humides, les bassins de Tanguar Haor, au nord-est du Bangladesh, revêtent une importance mondiale. Les sols peuvent varier en texture, en niveau de drainage et en fertilité, et servir pour l'agriculture, la pêche, ou être couverts de roseaux. Mais cette dépression peu profonde en forme de soucoupe qui couvre 80 000 km² est confrontée à des menaces naturelles et humaines de par sa nature et sa valeur dynamique. **L'UICN travaille depuis des années dans 76 villages pour**

autonomiser les familles (et notamment les femmes) dans la gestion des *haors*, et a ainsi pu rassembler 106 000 dollars US de capital social, générer 250 000 dollars US de revenus alternatifs, planter 60 000 semis et élever 20 000 alevins locaux, tout ceci dans un objectif de cohésion institutionnelle, de résilience, et de protection des moyens d'existence. L'UICN a mis au point un dispositif de cogestion utile pour la conservation, la stabilisation et l'utilisation durable des ressources naturelles à Tanguar Haor.

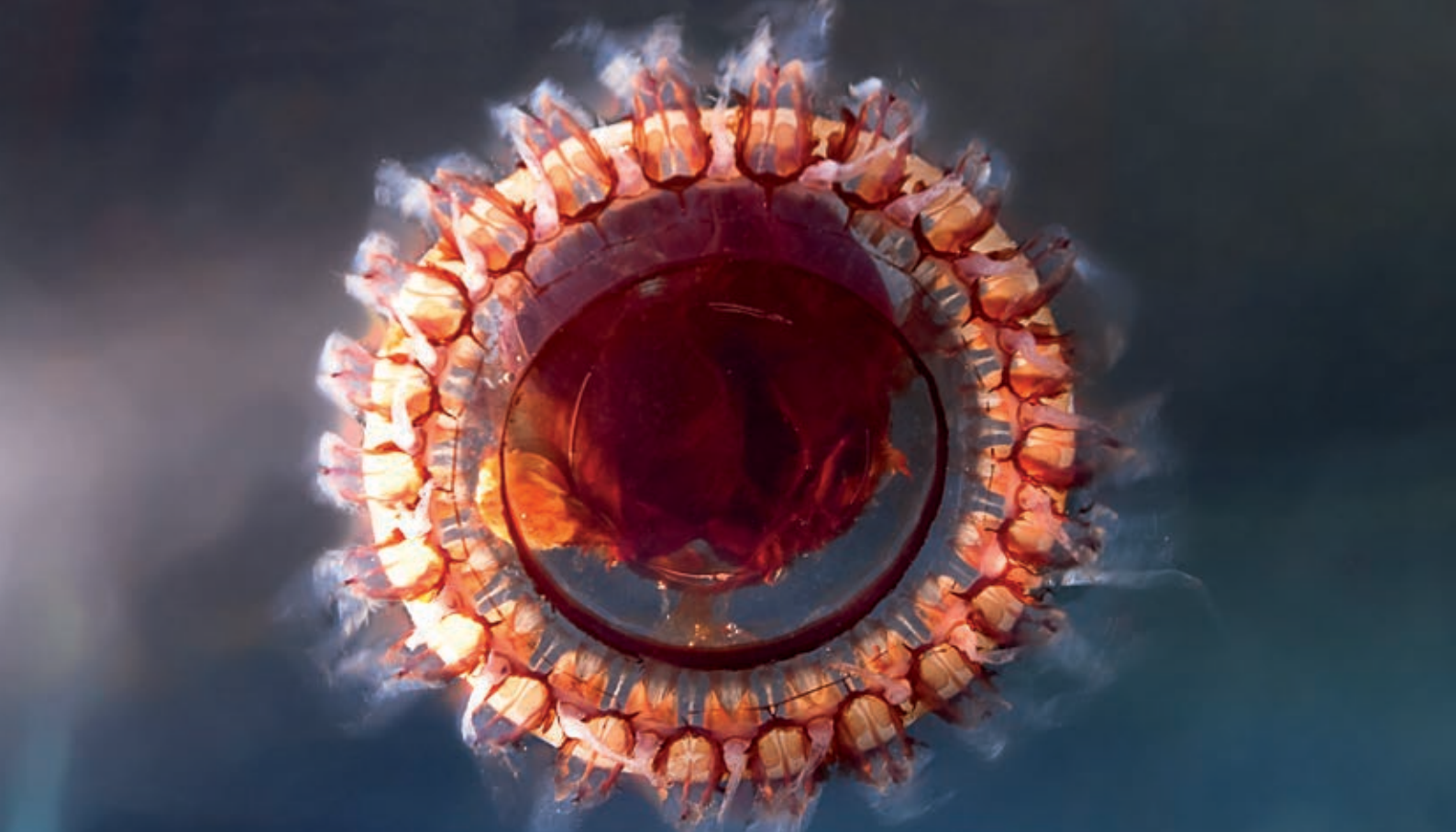
.....

«L'UICN a contribué positivement à la mise en œuvre de programmes et activités dans des secteurs comme l'énergie, la croissance verte, la conservation de l'eau, la biodiversité et la gestion des mangroves. L'UICN aide le gouvernement de Fiji à trouver des solutions pratiques à ces problématiques environnementales, lesquelles sont toujours conformes à nos Politiques nationales.»

– *Col. Samu Saumatua*, Ministre des gouvernements territoriaux, du développement urbain, du logement et de l'environnement, Fiji, État Membre de l'UICN

.....

Dans une décision qui fera date, l'UICN a soutenu le gouvernement des îles Cook dans sa décision de **créer la plus grande aire protégée marine au monde**. Le Parc marin des îles Cook couvre 1,065 millions de km² et inclut des atolls isolés, des récifs frangeants et une biodiversité marine riche et encore intacte, notamment des oiseaux marins rares, des baleines bleues, des raies manta et plusieurs espèces de requins. Le Parc sera organisé en plusieurs zones avec différents niveaux de protection, et l'UICN aidera à identifier où et comment la zone est utilisée, quelles ressources naturelles et habitat elle abrite, et comment l'utiliser et prélever ses ressources halieutiques durablement. L'UICN offrira également une aide pour



préservé les droits dont jouissent traditionnellement les populations locales, en intégrant les méthodes traditionnelles de gestion de la zone à des initiatives de conservation marine innovantes à grande échelle. «Grâce à des initiatives comme celle-ci, les petites nations insulaires comme les îles Cook et Kiribati commencent à agir avec confiance comme des «grands États océaniques en développement» remarque Jan Steffen, Coordinateur du Programme marin régional au Bureau de l’UICN pour l’Océanie. Cette initiative «montre la voie pour conserver de grandes Zones économiques exclusives nationales dans l’océan Pacifique – des endroits où l’État a des droits spéciaux sur l’exploitation et l’utilisation des ressources marines».

L’UICN a aidé ses partenaires à réhabiliter les forêts de mangrove de la Papouasie Nouvelle-Guinée. Cet effort s’inscrit dans le cadre de notre stratégie pour diminuer la déforestation et la dégradation des forêts, et accroître la résilience des communautés face aux impacts négatifs des changements climatiques et des catastrophes naturelles. Les forêts de mangrove de Papouasie Nouvelle-Guinée sont de plus en plus menacées malgré leur richesse écologique: avec 43 espèces répertoriées, elles abritent une importante diversité. Mais elles sont menacées par la sédimentation élevée et les rejets de matériaux toxiques des industries extractives. L’Agence américaine pour le développement international (USAID), partenaire de l’UICN, étendra les bonnes pratiques émergentes aux îles Salomon et Vanuatu. Le projet pilote étudiera les modèles et mécanismes financiers qui soutiennent la gestion communautaire de la forêt de mangrove à long-terme, et notamment le financement pour l’adaptation et le financement carbone REDD+/mangrove.

En Géorgie, les forêts représentent 2,8 millions d’hectares soit 40% de la superficie terrestre nationale, et jouent un rôle économique complexe pour les populations qui en dépendent.

En 2012, le Centre de coopération du Caucase de l’UICN a lancé **l’enquête de terrain Restauration des paysages forestiers dans trois régions, afin d’étudier l’ampleur de cette dépendance** et d’évaluer si la relation des villageois avec leurs ressources naturelles était saine et durable. Les résultats variaient selon l’altitude: plus on s’élève, plus les populations utilisent les produits forestiers pour l’alimentation, le chauffage et la cuisine.

La gouvernance des rivières transfrontalières est sans aucun doute l’une des problématiques de gestion des ressources les plus épineuses, au vu des besoins concurrentiels entre États-nations et au sein d’un même État. Le projet **BRIDGE de l’UICN** (acronyme anglais pour Renforcer le dialogue et la gouvernance autour des rivières) **a amélioré les capacités des parties prenantes dans neuf bassins transfrontaliers**, et une deuxième phase a commencé afin de développer la coopération avec d’autres gouvernements nationaux. En Amérique du Sud, BRIDGE a permis de réformer l’organisme obsolète en charge du bassin du Lac Titicaca, à la frontière entre la Bolivie et le Pérou. Il a aidé à mettre en place les premières commissions binationales de gestion des ressources en eau entre le Pérou et l’Équateur, dans les bassins hydriques de Zarumilla et de Catamayo-Chira. Enfin, dans le bassin de la rivière Goascorán, à la frontière entre El Salvador et le Honduras, BRIDGE a aidé à revitaliser le Groupe de gestion binational, en le transformant en une organisation de bassin transfrontalier réellement représentative, impliquant les secteurs public, privé et la société civile.

Les monts sous-marins sont des formations volcaniques hauts de plusieurs milliers de mètres et sont parmi les écosystèmes océaniques les plus abondants, divers, biologiquement sensibles et économiquement productifs au monde. Aucune théorie unique n’est en mesure d’expliquer pourquoi. Et de nombreuses montagnes sous-marines ne

sont pas répertoriées et sont sous-étudiées, laissant leurs eaux profondes poissonneuses à la merci d'une exploitation irréfléchie. **Le Projet des montagnes sous-marines de l'UICN a rédigé un projet de feuille de route pour l'utilisation durable, l'étude et la conservation des montagnes sous-marines de l'océan Indien du sud.** Grâce à des symposiums et des ateliers organisés à Rome, à l'île Maurice ou ailleurs, nous avons fait avancer les recherches scientifiques afin de mieux comprendre, rassembler et partager les informations sur cinq montagnes sous-marines de la dorsale sud-ouest indienne.

Un projet pilote innovant de l'UICN autonomise les chasseurs de subsistance dans les régions polaires, dans l'optique de renforcer la résilience et de surveiller la biodiversité. Le projet portait sur l'amélioration des infrastructures de communication afin de minimiser les risques potentiels du trafic maritime commercial croissant sur la chasse de subsistance dans la région de la mer de Béring. Des stations ont été établies sur le rivage à Gambell et Savoonga, et 3-4 navires de chasse ont été fournis pour ces villages, dotés d'un équipement permettant de suivre et d'entrer en communication avec les navires commerciaux – une alliance qui pourrait libérer de vastes réseaux de communication multifonctionnels pour accroître la sécurité et la bonne gestion marine.

Dans le cadre de plusieurs efforts de vulgarisation qui ont guidé la collaboration entre des stations touristiques et des communautés insulaires, **l'UICN a accru la résilience des récifs coralliens** de l'océan Indien. Des Maldives à Mandhoo, ces activités de vulgarisation incluaient des ateliers sur les cadres juridiques, des formations sur le potentiel du tourisme du requin baleine, des conférences sur les réserves de biosphère, la prise de conscience des avantages des zones protégées et de la responsabilité partagée pour le suivi des récifs, et la création de zones marines gérées. «Aujourd'hui, un peu moins de 2% des océans sont protégés. Ces efforts représentent donc une avancée considérable pour la protection du domaine marin de notre planète et des services incommensurables qu'il nous offre, notamment l'oxygène, l'alimentation et l'eau» souligne Carl Gustaf Lundin, Directeur du Programme mondial sur le milieu marin et polaire de l'UICN.

Une économie mondiale plus verte

Par le biais de TRAFFIC, le programme conjoint de l'UICN avec le WWF, l'UICN œuvre à ce que le commerce mondial des espèces sauvages animales et végétales ne menace pas la conservation de la biodiversité. Nos **initiatives sur la norme**

FairWild portaient sur la récolte durable des plantes médicinales sauvages et aromatiques dans les montagnes de l'écorégion du Haut Yang-tsé, en Chine, et des thés de spécialité en Afrique du Sud et au Japon. Grâce à cette initiative, des formations ont pu être offertes concernant les pratiques et procédures de certification pour la récolte de plantes sauvages biologiques, et les producteurs locaux ont vu leurs revenus s'accroître du fait de prix plus élevés payés tout au long de la chaîne de valeur. En Afrique centrale, l'UICN a renforcé les conditions d'approvisionnement du bois légal, en aidant les gouvernements à lutter contre l'exploitation illégale du bois, le braconnage et la contrebande. Pour lutter contre la criminalité liée à la vie sauvage, la première réunion au Sri Lanka du Réseau de l'ASEAN pour l'application des lois relatives aux espèces sauvages a permis d'étudier et de cartographier les routes et les carrefours commerciaux d'espèces sauvages et illégales, et d'élaborer un cadre opérationnel pour partager les informations, identifier les besoins en capacités et réaliser des opérations conjointes pour mettre un terme à la contrebande.

Pour améliorer les pratiques dans les industries d'extraction, **l'UICN a lancé une nouvelle phase d'engagement sur cinq ans avec le Conseil international des mines et métaux**, et a publié un rapport examinant les problématiques actuelles liées aux interactions entre les industries extractives et les sites du Patrimoine mondial. L'UICN a également supervisé un rapport qui recommande aux États parties de retirer toutes les concessions de prospection et d'exploitation de minerais et d'hydrocarbures, actives ou inactives, situées au sein de sites naturels classés sur la Liste du Patrimoine mondial. L'UICN a permis de renforcer la gestion de la biodiversité et de l'eau au sein des opérations d'Holcim; il s'est associé avec Nokia pour lutter contre les changements climatiques et la perte des ressources naturelles dans le bassin versant de Balkila, en Inde du nord; il a optimisé l'utilisation de l'eau dans les opérations de l'entreprise CEMEX; et a publié la 3^e édition de son rapport *L'eau pour les entreprises*, qui souligne les avantages de différents outils pour répondre efficacement aux besoins du secteur privé.

L'Union développe actuellement un protocole avec Rio Tinto afin de vérifier son engagement en termes d'impact positif net et ses prévisions pour certains sites. Une étude pilote a été menée en 2012 en Australie occidentale, et un rapport intitulé *Préparer le chemin vers l'atteinte d'un impact positif net sur la biodiversité pour Rio Tinto QMM (Madagascar)* a été publié conjointement avec Rio Tinto et débattu avec les Membres de l'UICN à Jeju. Ce rapport écrit par The



Biodiversity Consultancy a été révisé par des experts de l'Union. Suite au développement avec WBCSD du guide Corporate Ecosystem Valuation (CEV) et aux opérations de Rio Tinto Iron-Ore, l'UICN a commencé à appliquer l'évaluation des écosystèmes comme outil pour offrir des informations sur les impacts de l'assèchement et d'une gamme d'options d'évacuation des eaux usées, afin d'améliorer la prise de décision des entreprises. Le travail d'évaluation des écosystèmes dans la région de Pilbara, en Australie occidentale, a continué en 2012 dans le cadre de la stratégie de gestion de l'eau de la région.

Le tourisme fondé sur les communautés semble prometteur et peut potentiellement servir les objectifs de conservation de la nature et de développement. Mais il échouera si les populations n'ont pas les compétences économiques nécessaires de base. **L'UICN et Kuoni, un important tour opérateur européen, ont collaboré en RDP Lao pour former les organisations communautaires** et leur apprendre à renforcer leurs compétences autour des activités d'écotourisme. En soutien de la formation, l'UICN et Kuoni ont rédigé un manuel, basé sur des entretiens avec des professionnels de l'industrie du tourisme du monde entier.

Une des premières questions que doit se poser tout hôtel ou complexe hôtelier est où construire et comment. Pour faire face aux risques écologiques et sociaux qu'entraînent des décisions potentiellement perturbantes, les **nouveaux principes de l'UICN encouragent l'intégration de considérations liées à la biodiversité** dans la planification, le choix de l'emplacement et la conception du site. Pour les populations et la nature, cela se résume à trois points: localisation, localisation et localisation. Les principes s'appuient sur des études de cas menés dans le monde entier et s'adressent aux organismes de planification, agences de tourisme, promoteurs, investisseurs, gestionnaires et entreprises de gestion d'hôtel, gestionnaires et consultants de projets, architectes et entreprises de construction.

En partenariat **avec l'UICN, Nespresso a réévalué sa dépendance et ses impacts sur les services écosystémiques** importants pour la production de café dans la communauté caféière de Jinotega au Nicaragua. Ce projet pilote peut être reproduit dans n'importe quelle communauté

ou exploitation caféière de la chaîne d'approvisionnement mondiale de Nespresso, ou de n'importe quel autre producteur de café. À la lumière de l'étude, plusieurs services possèdent une valeur essentielle: l'habitat à l'ombre des cafés; la lutte contre les parasites et l'atténuation des maladies; la qualité et le flux de l'eau; la quantité et la qualité des sols; et la régulation et l'adaptation climatique.

Se basant sur le succès du Groupe consultatif indépendant sur la baleine grise occidentale, **l'UICN a créé un Groupe consultatif indépendant chargé d'offrir des recommandations scientifiques** à Shell pour la restauration et la réhabilitation des sites touchés par des déversements de pétrole dans le delta du Niger. Le Groupe indépendant sur le delta du Niger inclut des membres de la Commission de l'UICN et est présidé par Uzo Egbuche. Son domaine d'expertise va de la pollution aux hydrocarbures jusqu'à la conservation de la biodiversité en passant par l'écologie de la restauration et la sociologie environnementale. Le projet identifiera les mesures qui améliorent nettement la conservation de la biodiversité et le bien-être des populations locales dont les moyens d'existence dépendent de la santé du delta du Niger. Après 10 mois d'études et d'évaluations sur le terrain, le Groupe a publié une synthèse intitulée *Sustainable remediation and rehabilitation of biodiversity and habitats of oil spill sites in the Niger Delta* (Restauration et la réhabilitation de la biodiversité et des habitats des sites touchés par des déversements de pétrole dans le delta du Niger).

Lors du Forum sur la durabilité des entreprises de la Conférence Rio+20, **l'UICN et le Pacte mondial des Nations Unies ont élaboré et lancé un cadre politique** doté de 10 recommandations et listes de contrôle sur les entreprises, la biodiversité et les services écosystémiques. Le cadre encourage les membres des conseils d'administration des entreprises à initier et mettre en œuvre des politiques et pratiques économiques qui évaluent et gèrent les impacts, les risques et les opportunités dans le domaine de la biodiversité et des services écosystémiques. Au niveau politique, l'UICN a préparé des recommandations destinées aux gouvernements sur les thèmes de la conférence. Nos dossiers sur les politiques expliquaient les principaux concepts et donnaient un grand nombre d'informations pour dépasser la simple mesure du PIB.

Notre réputation et notre crédibilité sont le plus grand atout de notre Union. Nous prenons très au sérieux le pouvoir et le potentiel de la responsabilité sociale des entreprises. Sans être une fin en soi, c'est à notre avis un processus, un cycle, un calibrage constant. Et nous tirons les leçons de nos efforts pour passer de la parole aux actes. Nulle part cet effort n'est-il aussi vital – ou compliqué – que dans le domaine des changements climatiques.

Pendant des années, le Secrétariat a compensé les émissions de gaz à effet de serre associées aux déplacements de son personnel. Mais ce n'était pas suffisant. En 2012, l'UICN a donc décidé d'aller plus loin et de **neutraliser l'ensemble de l'empreinte carbone de notre organisation**. Pour cela, nous avons mesuré et surveillé les émissions liées à l'électricité, au gaz, au chauffage, aux déchets et au carburant des voitures de fonction. Nous avons même comptabilisé les émissions associées aux services de courrier postal (DHL et UPS). Puis nous avons décidé de les compenser par l'achat de réductions vérifiées issues de projets de carbone forestier présentant des avantages significatifs en termes sociaux et en rapport avec la biodiversité. L'ensemble du processus et les critères pour la sélection des compensations carbone sont précisés dans la Politique et procédures de la politique de compensation carbone de l'UICN.

Nos collaborateurs

	Régions et décentralisés	Détachés	Nationalités	Age moyen	Emplacements	Nombre total	
Siège							
2012	165	783	52	95	41	43	1000

Cela a l'air simple? Comme tout nouvel engagement, notre effort de réduction d'émissions a rapidement fait face à des obstacles techniques et institutionnels. Ne possédant pas de moyen pour calculer les émissions d'un voyage en avion ni de données sur les émissions réelles, nous avons imposé une lourde taxe carbone de 2% sur nos centres de coûts, en nous basant sur les tarifs aériens, et utilisons également ces fonds pour compenser les émissions de GES non liées à des déplacements. La compensation aura lieu en 2013 et, par volonté de transparence, sera accompagnée de détails obligatoires sur le programme présenté au public. Pour compenser rétroactivement les émissions du passé et en prévision du Congrès de Jeju, nous avons sélectionné **l'un des plus grands et plus beaux projets de réhabilitation forestière** en Asie du sud-est. Le projet INFAPRO, situé sur l'île de Bornéo, s'assure non seulement des réductions d'émissions conformément aux meilleures normes, mais possède également des avantages significatifs en termes sociaux et de biodiversité, et cherche à éviter une deuxième phase d'exploitation du bois.

Qu'y-a-t-il de **plus propre et de moins cher** que la compensation carbone? Tout simplement l'absence d'émissions. À cet égard, l'UICN a cherché comment conserver les ressources même en étant assis derrière nos bureaux. À notre siège mondial, l'utilisation de l'électricité a diminué de 5% rien qu'en améliorant la gestion du chauffage et de la climatisation, et en installant un éclairage à basse-consommation.

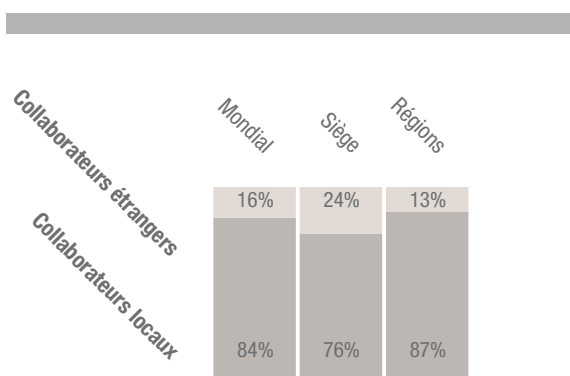
L'équité sociale pour une union mondiale de la conservation signifie que nous devons **refléter la diversité du monde** en termes de collaborateurs et de sites. Nous employons environ 1000 personnes – 165 au siège, 783 réparties dans 43 régions, et 52 personnes détachées – originaires de 95 nations, âgées de 41 ans en moyenne, et qui sont des hommes à 57% et des femmes à 43%. C'est mieux, mais il y a encore des progrès à faire en termes de parité hommes/femmes.



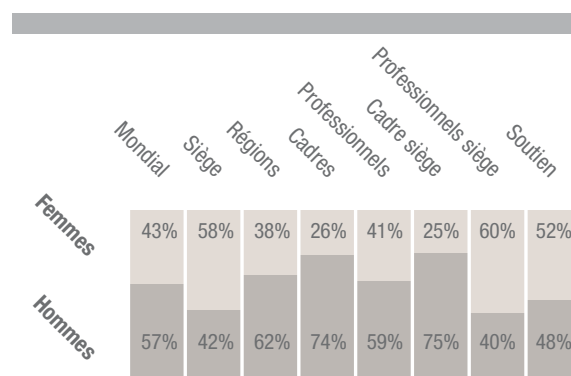
En tant que **première organisation mondiale de la conservation à mettre les questions de genre à l'ordre du jour**, nous devons montrer l'exemple. La portée de l'UICN sur les questions de genre et la gouvernance s'illustre par l'influence politique, les réseaux et l'ampleur du renforcement des capacités. Les trois Conventions de Rio incluent des dispositions importantes pour améliorer l'égalité entre les hommes et les femmes et l'UICN a ainsi aidé à créer l'Alliance mondiale sur le genre et le climat, qui inclut 13 organismes des Nations Unies et plus de 15 organisations de la société civile. L'influence de l'UICN dans la formation sur les questions de genre se reflète par ses 70 outils sur ces questions et le nombre de stagiaires (plus de 15 000) à avoir déjà bénéficié de cette formation.

En 2012, l'UICN et l'Alliance mondiale sur le genre et le climat ont publié *The Art of Implementation: Gender Strategies Transforming National and Regional Climate Change Decision Making* (L'art de la mise en œuvre: quand les stratégies de genre transforment la prise de décision nationale et régionale dans le domaine des changements climatiques), qui met en avant des actions telles que: sur le Nil, des femmes qui créent un réseau de taxis et réduisent les émissions de GES; à Katmandu, un projet de recyclage de déchets qui autonomise les femmes et les transforme en entrepreneures vertes; sur la côte du Libéria, des femmes dénonciatrices qui alertent rapidement et identifient et notifient les délits environnementaux; ou en Jordanie et au Népal, un programme d'empreinte carbone géré par des femmes issues des communautés locales, qui diffuse les messages liés aux changements climatiques.

Compétences locales



Parité hommes-femmes



Le revenu total de l'UICN en 2012 était de 111 millions CHF, à comparer à 102 millions CHF en 2011, soit une augmentation de 10%. La valeur totale des cotisations des Membres est de 11,6 millions CHF. Cependant, plusieurs Membres ont eu des difficultés à payer leurs cotisations du fait de la récession économique mondiale. En conséquence, nous avons dû faire une provision de 1,0 million CHF pour cotisations non réglées.

Les contributions des Partenaires-cadres (financement des gouvernements et autres partenaires non lié à des programmes ou projets particuliers) s'élevaient à 16,6 millions CHF (17,9 millions CHF en 2011).

Le portefeuille de projets de l'UICN reste sain, comme le montre le niveau de financement restreint à des projets qui est passé de 66,9 millions CHF en 2011 à 77,1 millions CHF en 2012.

Le résultat global de l'année est un déficit de 1,0 million CHF qui a été financé sur les réserves, lesquelles sont donc passées de 14,2 à 13,2 millions CHF en 2012.

Le Congrès mondial de la nature 2012 a été financé par les droits d'inscription et d'entrée, les donations restreintes, les allocations du budget central de l'UICN et la contribution généreuse du pays hôte, la République de Corée. Grâce à notre gestion financière prudente, un surplus comptable de 0,8 million CHF a été dégagé.

Suite à la notification, en septembre 2012, d'une réduction du financement cadre de l'un de nos Partenaires-cadres pour 2013, l'UICN s'est lancée dans un programme d'ajustement institutionnel afin de réduire les coûts et de rationaliser les services. Cette réorganisation a permis d'économiser 1,0 million CHF en 2012. Grâce au ciblage des réductions de coûts, les capacités de programme ont été préservées dans la mesure du possible.



La principale source de financement de l'UICN continue à être l'Aide publique au développement originaire d'institutions bilatérales et multilatérales, qui représente 62% du revenu de 2012. Le revenu provenant de fondations représente 8% du revenu de l'UICN en 2012 et celui du secteur privé 5%. L'engagement avec le secteur privé et des personnalités éminentes continue à faire partie de la stratégie d'appel de fonds de l'UICN, bien que cela ne représente pour l'instant qu'un faible pourcentage du revenu total de l'UICN.

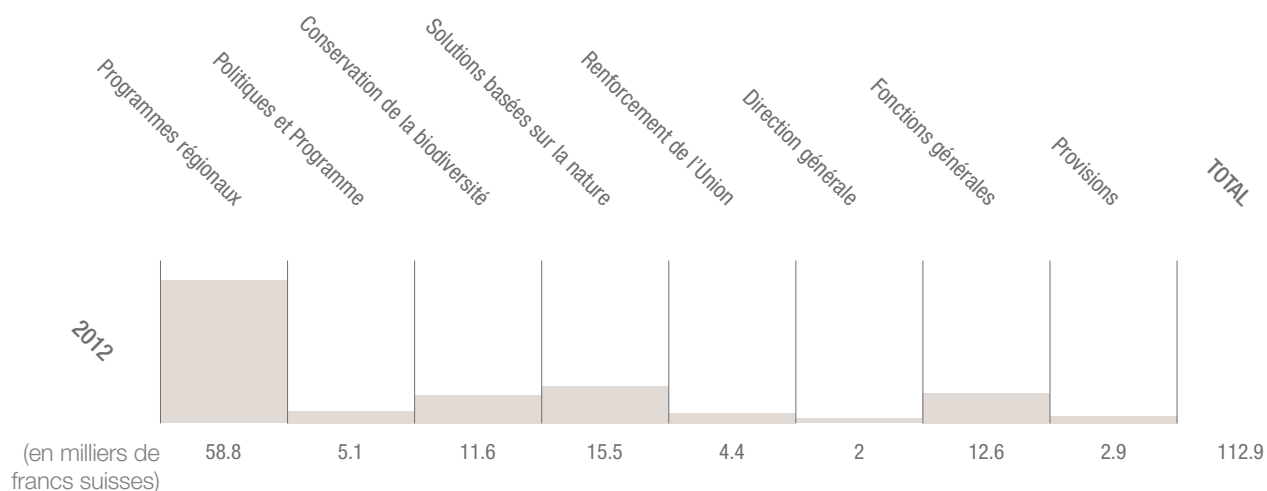
En 2012, l'UICN a continué à investir dans l'actualisation de ses systèmes d'information et a commencé à déployer son Dispositif de gestion des ressources de l'organisation aux bureaux de pays. Le système commence déjà à porter ses fruits en termes d'efficacité, et l'UICN a ainsi pu réduire ses coûts de soutien opérationnel – un facteur crucial

dans l'exercice d'ajustement institutionnel. D'autres évolutions du système sont planifiées pour 2013 dans les domaines de la notification, la gestion des projets et la gestion du temps.

Les activités pour 2013 ont été budgétisées à 115 millions CHF. Bien qu'il soit compliqué de sécuriser des fonds non restreints, nous visons un résultat global positif.

Les états financiers de 2012 ont été vérifiés par l'entreprise de services financiers Deloitte, qui a confirmé l'absence d'inexactitudes matérielles et la conformité avec la législation suisse et les Statuts et politiques comptables de l'UICN. Les états financiers en détail, ainsi que le rapport du vérificateur aux comptes, sont disponibles sur le site internet de l'UICN.

Dépenses totales



BILAN CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2012

(en milliers de francs suisses)

ACTIFS

Actifs à court terme

Liquidités et dépôts bancaires à court terme	29,922	32,927
Actifs financiers	9,326	0
Cotisations à recevoir	3,563	4,239
Créances envers le personnel	360	148
Créances envers des organisations partenaires	1,283	1,119
Avances à des partenaires d'exécution	1,983	2,872
Autres comptes à recevoir	2,041	1,974
SOUS-TOTAL	48,479	43,279

Créances à recevoir d'accords-cadres	1,232	1,410
Créances à recevoir liées à des projets	14,873	11,446
TOTAL ACTIFS À COURT TERME	64,583	56,135

Actifs immobilisés

Actifs financiers	0	9,259
Immobilisations corporelles (nettes)	34,493	36,519
Actifs incorporels (nets)	3,549	4,202
Avances à des partenaires d'exécution	-	0
TOTAL ACTIFS IMMOBILISÉS	38,042	49,980

TOTAL ACTIFS

102,625 **106,115**

PASSIFS ET SOLDES DE FONDS

Passifs à court terme

Cotisations des membres perçues d'avance	921	961
Créanciers et charges à payer	4,029	4,849
Charges sociales à payer	508	776
Avances sur projets	44,193	44,085
Revenu différé sur accords-cadres	1,002	2,502
Revenu différé sur immeubles	711	711
Prêt nouvel immeuble	100	97
Autres passifs à court terme	288	126
TOTAL PASSIFS À COURT TERME	51,752	54,107

Provisions

Provision arriérés de cotisations	2,210	1,687
Provision pour projets déficitaires	728	748
Provisions pour vacances et pour charges de rapatriement	663	705
Provision pour résiliation contrats de travail	2,037	1,574
TOTAL PASSIFS À LONG TERME	5,638	4,714

Passifs à long terme

Revenu différé à long terme	22,091	23,106
Prêt pour nouvel immeuble	9,910	10,010
TOTAL PASSIFS À LONG TERME	32,001	33,116

Fonds et réserves

Fonds de l'UICN	6,227	6,286
Écart de conversion	1,359	1,323
Réserve pour le Congrès 2012	0	774
Réserves des centres de coûts	4,070	3,660
Fonds de réserve pour la rénovation des bâtiments	496	303
Fonds de réserves du Secrétariat	1,082	1,832
TOTAL FONDS ET RÉSERVES	13,234	14,178

TOTAL PASSIFS ET DES FONDS ET RESERVES

102,625 **106,115**

COMPTES CONSOLIDÉS DES REVENUS ET DÉPENSES POUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2012

(en milliers de francs suisses)

	2012				2011			
	Secrétariat sans restrictions	Accords cadres	Accords de projet	Total	Secrétariat sans restrictions	Accords cadres	Accords de projet	Total
REVENUS OPERATIONNELS								
Cotisations des membres	11,646	0	-	11,646	11,288	0	0	11,288
Retenue de l'impôt sur le revenu du personnel	1,541	0	-	1,541	1,625	0	0	1,625
Revenus d'accords	252	16,594	74,937	91,783	343	17,913	66,494	84,750
Autres revenus opérationnels	3,627	0	2,169	5,796	3,763	0	366	4,129
TOTAL REVENUS OPERATIONNELS	17,066	16,594	77,106	110,766	17,019	17,913	66,860	101,792
ALLOCATIONS INTERNES								
Allocations accords-cadres	16,321	(16,632)	271	(40)	17,896	(18,269)	212	(161)
Allocation de frais entre projets	25,493	0	(27,145)	(1,652)	21,178	0	(20,650)	528
Autres allocations internes	953	0	914	1,867	(16)	0	3	(13)
Réévaluation des soldes d'allocations internes	(175)	0	-	(175)	(354)	0	0	(354)
ALLOCATION NETTE	42,592	(16,632)	(25,960)	(0)	38,704	(18,269)	(20,435)	0
DÉPENSES OPERATIONNELLES								
Frais de personnel et de consultants	46,818	0	22,505	69,323	43,648	0	26,670	70,318
Voyages et communications	2,673	0	10,273	12,946	3,219	0	9,148	12,367
Véhicules & équipements - frais & entretien	2,954	0	2,523	5,477	2,568	0	2,001	4,569
Frais de bureau et administratifs généraux	5,150	0	1,956	7,106	5,098	0	1,993	7,091
Frais de publications et impression	402	0	2,225	2,627	449	0	1,915	2,364
Ateliers et subventions à des partenaires	988	0	11,086	12,074	875	0	12,457	13,332
Autres dépenses opérationnelles	820	0	535	1,355	640	0	549	1,189
Allocation de frais entre projets				0				0
TOTAL DÉPENSES OPERATIONNELLES	59,805	0	51,103	110,908	56,497	0	54,733	111,230
EXCÉDENT/(DÉFICIT) NET DES OPERATIONS	(147)	(38)	43	(142)	(774)	(356)	(8,308)	(9,438)
AUTRES REVENUS (DÉPENSES)								
Revenus d'intérêt	633	0	14	647	689	0	21	710
Frais financiers	(709)	0	(202)	(911)	(844)	0	(172)	(1,016)
Gains/(pertes) nets sur actifs financiers	121	0	-	121	(167)	0	0	(167)
Gains/(pertes) nets de change	11	0	(174)	(162)	(283)	0	(56)	(339)
Différences de change de créances et avances de projets	-	0	(526)	(526)	0	0	(655)	(655)
Mouvements nets de provision et amortissements	(1,712)	0	506	(1,206)	(1,234)	0	306	(928)
Excédent du Congrès 2012	814		(814)	0				
TOTAL AUTRES REVENUS (DÉPENSES)	(842)	0	(1,196)	(2,038)	(1,839)	0	(556)	(2,395)
EXCÉDENT (DÉFICIT) NET POUR L'EXERCICE	(989)	(38)	(1,153)	(2,180)	(2,613)	(356)	(8,864)	(11,833)
Mouvements créances et revenu différé acc.-cadres	0	38	-	38	-	356	0	356
Mouvements avances de projets et revenu différé	0	0	1,153	1,153	-	0	8,864	8,864
Prélèvement sur (allocation au) Fonds IUCN	58	0	-	58	303	0	0	303
Prélèvement sur (allocation à) la Réserve pour le Congrès	774	0	-	774	258	0	0	258
Prélèvement sur (allocation au) Fonds des membres	0	0	-	0	200	0	0	200
Allocation au Fonds de rénovation	(193)	0	-	(193)	(148)	0	0	(148)
RESULTAT NET DES OPERATIONS	(350)	(0)	(0)	(350)	(2,000)	0	(0)	(2,000)

Crédits photos

Couverture: Au Sénégal, 10000 hectares de mangroves ont été restaurés par des communautés, avec l'aide de l'ONG locale Oceanium. Ce projet fait partie du Fonds Livelihoods, un fonds privé d'investissement dans le secteur du carbone dont l'IUCN est un partenaire institutionnel. © Hellio-Vaningen • Page 3: © UICN • Page 9: IUCN Photo Library © Alex Aguilar • Page 10: © Hellio-Vaningen • Page 13: © UICN • Page 15: Colin Harris © era-images 2013 • Page 19: © Anastasia Sestnova • Page 20: IUCN Photo Library © Johannes Roesler • Page 23: IUCN Photo Library © Paul Dingwall • Page 24: IUCN Photo Library © UICN / Sarah Gotheil • Page 26: Google Images/libre de droits d'auteur • Page 28: © Fidaa Haddad • Page 29: IUCN Photo Library © Fabrice Rey

Crédits

Publié par l'IUCN, Gland, Suisse

Coordination du projet: Deborah Murith

Rédacteur: James G. Workman

Réviseur: Xenya Cherny-Scanlon

ISBN: 978-2-8317-1613-8

Traduction: Paula Salnot

Maquette: ätta design, Genève, Suisse

Imprimé par: abp-project (Estavayer-le-Lac, Suisse) sur papier FSC-Mixte

© 2013 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources



Forest Stewardship Council - Fixe le standard
d'une bonne gestion forestière.
Les produits certifiés FSC sont identifiés spécialement.

SQS-COC-100233

© 1996 Forest Stewardship Council A.C.



UNION INTERNATIONALE POUR
LA CONSERVATION DE LA NATURE

SIÈGE MONDIAL
Rue Mauverney 28
1196 Gland, Suisse
Tel +41 22 999 0000
Fax +41 22 999 0002
www.iucn.org

